

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'APPLICATION & LA RÉFORME

DES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

RELATIVES

A LA SAISIE-ARRÊT

ET

A LA CESSION DU SALAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 17 mars 1908, à 1 heure

PAR

Paul ROUSSEAU

Président : M. R. JAY.

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
WAHL, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'APPLICATION & LA RÉFORME

DES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

RELATIVES

A LA SAISIE-ARRÊT

ET

A LA CESSION DU SALAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

LACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 17 mars 1908, à 4 heures

PAR

Paul ROUSSEAU

Président : M. R. JAY.

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
WAHL, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1908



A Monsieur G. BOULLARD

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE A SEGRÉ

*Hommage de sincère reconnaissance
et de respectueuse affection.*

L'APPLICATION ET LA RÉFORME
DES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895
RELATIVES A LA
SAISIE-ARRÊT & A LA CESSION DU SALAIRE

PREMIÈRE PARTIE

APPLICATION DE LA LOI DE 1895

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 12 JANVIER 1895.

§ 1. — Régime antérieur à la loi de 1895.

Le 12 janvier 1895, fut promulguée la loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés, aux termes de laquelle, les salaires des ouvriers et gens de service, ainsi que les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne dépassant pas 2.000 francs par an, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième.

Exceptions au principe des articles 2092 et 2093 du Code civil. — A vrai dire, ce n'était pas la première restriction apportée au principe de la saisissabilité du patrimoine du débiteur au profit de ses créanciers. Depuis longtemps déjà, plusieurs lois particulières avaient limité, dans certains cas, les effets de la saisie-arrêt.

Décret du 18 pluviôse an III. — C'est ainsi que dès l'an III, un décret du 18 pluviôse décide que la Trésorerie nationale est autorisée à faire payer aux officiers des troupes, aux commissaires des guerres, et tous autres employés dans les armées ou à la suite, grevés d'oppositions par leurs créanciers, les quatre cinquièmes de leurs appointements ; le cinquième restant sera réservé aux créanciers qui pourront, d'ailleurs, exercer leurs droits sur les autres biens de leurs débiteurs (1).

Loi du 21 ventôse an IX. — Six ans plus tard, une loi du 21 ventôse an IX, déclare que « les traitements des fonctionnaires publics et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1.000 francs et toutes les sommes au-dessous ; du quart sur les 5.000 francs suivants et du tiers sur la portion excédant 6.000 francs à quelque somme qu'elle s'élève et ce, jusqu'à l'entier acquittement des créanciers (2) ».

D'autres lois allaient même plus loin, et déclaraient

(1) *Code Tripiet et Monnier*, p. 36.

(2) *Op. cit.*, p. 83.

insaisissables, dans leur totalité, certains traitements et allocations.

Lois des 18 nivôse an XI et 15 germinal an XII.

— Antérieurement à la loi de 1905, sur la séparation des Eglises et de l'Etat, les lois des 18 nivôse an XI et 15 germinal an XII (1) faisaient bénéficier de cette faveur les ministres des cultes catholique et protestant, de même que plusieurs textes, dont nous réservons l'étude pour un chapitre ultérieur, appliquent le principe d'insaisissabilité absolue aux salaires des marins et matelots, aux pensions militaires et civiles, aux allocations de la Légion d'honneur et aux traitements des préposés de la Régie.

Il existait donc, bien antérieurement à la loi de 1895, de nombreux textes rendant insaisissable tout ou partie du traitement de certaines classes d'individus ; mais rien de semblable ne protégeait le salaire et traitement des ouvriers et petits employés. Cependant, il n'est pas douteux que le législateur, en édictant ces lois, avait eu pour but de supprimer des maux dont souffre principalement la classe ouvrière et les petits employés.

Reprenant une idée, qu'avaient inspirée les articles 580, 581 et 592 du Code de procédure civile, le législateur avait pensé que certains traitements, ou parties de traitements, sont aussi indispensables à la subsistance du « saisi », que son coucher, ses livres,

(1) *Op. cit.*, p. 93 ; *Bulletin des lois*, III, 2436.

ses outils, les farines et menues denrées nécessaires à sa consommation pendant un mois ; mais il n'avait fait bénéficier de cette mesure humanitaire que certaines catégories d'individus et n'avait protégé ni le salaire des ouvriers, ni les petits traitements des employés.

Jurisprudence antérieure à la loi de 1895. — Rouen, 26 mars 1859. — C'était là une lacune regrettable que la jurisprudence, heureusement, s'efforçait de combler. Dès le 26 mars 1859, la Cour de Rouen, s'appuyant sur l'article 584 du Code de procédure civile, décide que les traitements des employés des particuliers, et les salaires des ouvriers, peuvent être déclarés insaisissables, soit pour partie, soit même pour le tout, lorsqu'il est constaté qu'ils ont un caractère alimentaire (1).

Cassation (Ch. civ.), 10 avril 1860. — Un an plus tard, le 10 avril 1860, la Cour de cassation (Chambre civile) reconnaissait aux tribunaux le pouvoir d'apprécier le caractère alimentaire des traitements et salaires, et d'appliquer l'article précité (2).

Cassation (Req.), 29 mai 1878. — Cette jurisprudence fut confirmée depuis, par un arrêt de la même Cour (Chambre des requêtes), en date du 29 mai 1878 (3), par un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 11 mai 1892 (4) et résumée, au lendemain même du

(1) *Dalloz-Périodique*, 59.2.157.

(2) *Ibid.*, 60.1.166.

(3) *Ibid.*, 79.1.21.

(4) *Ibid.*, 92.2.595.

vote de la loi de 1895, par un arrêt de la Cour de cassation en date du 18 février 1895 (1).

Cette lacune que la jurisprudence avait signalée, fut remarquée par quelques membres du Parlement. Dès 1885, mais surtout en 1889 et 1890, plusieurs propositions et projets de lois furent présentés à la Chambre des députés.

Projets de lois de 1885 à 1890. — Projets Jacquemard, Thellier de Poncheville et Loustalot (2). — M. Jacquemard proposait de rendre insaisissables les 9/10 des salaires et petits traitements inférieurs à 2.000 fr. M. Thellier de Poncheville voulait déclarer insaisissables tous les salaires inférieurs à 3 francs par jour et M. Loustalot ceux inférieurs à 60 francs par mois.

Projet Chiché (3). — Le projet de M. Chiché décidait que jusqu'à concurrence de 1.000 francs, la portion saisissable était du cinquième, du quart pour les suivants, jusqu'à 5.000 francs, et du tiers, jusqu'à 6.000 fr.

Projet Jules Roche (4). — Quant à M. Jules Roche, il demandait que les salaires, gages, appointements ou traitements, fussent déclarés incessibles et insaisissables, jusqu'à concurrence de 2.400 francs.

Enquête. — Le gouvernement lui-même, pour aider à la solution de cette question, fit procéder à une enquête près des chambres de commerce, des chambres

(1) *Ibid.*, 95.1.345.

(2-3-4) *Journal officiel* du 19 novembre 1902, p. 1134 (Rapport de M. Chovet).

consultatives des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes, relativement à ces proportions.

Une commission fut nommée pour étudier les réponses envoyées par ces divers corps, et préparer le texte d'un projet de loi sur les points examinés. Le rapporteur de la commission, M. le doyen Lyon-Caen, alors professeur à la Faculté de droit de Paris, après une étude des législations françaises et étrangères, sur la question, proposait comme solution : la limitation au dixième ou au cinquième, suivant le gain de l'ouvrier, de la quote-part saisissable (1).

Enfin le Conseil supérieur du travail, requis de donner son avis, adoptait dans sa première session (1891), une résolution aux termes de laquelle il proposait de réduire au dixième la part cessible et saisissable des salaires des ouvriers et des gens de services, de même que celle des traitements inférieurs à 2.400 fr., et de simplifier la procédure en matière de saisie-arrêt, en substituant la compétence du juge de paix à celle du tribunal civil, tout en la rendant moins onéreuse (2).

Le 16 juin 1891, le gouvernement dépose un projet de loi.

§ 2. — Loi du 12 janvier 1895 (3).

La loi de 1895 est divisée en deux titres.

Le titre I^{er} est consacré à l'énonciation de principes

(1) A. Fontaine, *Saisie-arrêt sur les salaires*, p. VII.

(2) *Ibid.*, p. VIII.

(3) Tripier, *op. cit.*, p. 745.

nouveaux en matière de saisie-arrêt des salaires et petits traitements. Le titre II traite de la procédure de saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements.

Principes. — Les principes adoptés par la loi de 1895 sont : pour tout salaire inférieur à 2.000 francs par an :

1° La saisie n'est possible que jusqu'à concurrence du dixième.

2° Un autre dixième est cessible de la part de l'ouvrier qui peut aussi le déléguer à ses créanciers.

3° Un troisième dixième peut être retenu par le patron, à raison d'avances faites par lui.

En mettant les choses au pis, l'ouvrier est donc sûr de toucher les sept dixièmes de son salaire. C'est là une première innovation de la loi de 1895 : elle défend la plus grande partie de son salaire contre tous, et même contre lui, car l'ouvrier ne peut, par avance, entamer le produit à venir de son travail.

Le titre premier contient aussi une autre innovation. Il condamne à tout jamais une pratique déplorable désignée sous le nom de « truck system » qu'on lui a donné dans son pays d'origine.

Condamnation du « Truck system ». — Certains patrons avaient trouvé très habile d'adjoindre à leur établissement un économat, espèce de bazar où se vendaient toutes les fournitures dont peut avoir besoin un ménage ouvrier, et ils obligeaient leurs ouvriers à s'y approvisionner.

Le jour de la paye, on retenait le montant des achats,

et, bien souvent, non seulement les ouvriers ne touchaient rien, mais restaient débiteurs envers l'économat.

On a vu des patrons réaliser de meilleurs bénéfices avec leur économat qu'avec leur industrie.

Ce sont ces pratiques que condamne l'article 4 de la loi de 1895 qui empêche le patron d'opérer des retenues sur le salaire à titre de compensation pour fournitures, si ce n'est dans trois cas qui ne peuvent donner lieu à aucun abus : 1° fourniture d'outils, ou instruments nécessaires au travail ; 2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ; 3° des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets (1).

TITRE I. — *Procédure de saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements.*

La loi de 1895 a créé une procédure spéciale plus économique et plus expéditive que la procédure ordinaire.

Procédure ordinaire de saisie-arrêt. — Sous l'empire de l'ancienne législation, lorsque plusieurs créanciers voulaient saisir une somme quelconque, appartenant à un individu, ils étaient obligés d'instituer chacun séparément, une procédure de saisie-arrêt qui déboutait par une requête au président du tribunal civil, à l'effet d'être autorisés à saisir-arrêter, et se continuait par l'exploit de saisie arrêt, la dénonciation, la contre-

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, p. 576.

dénonciation et quelquefois la déclaration affirmative. Puis venait le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, et la répartition par contribution devant le tribunal civil.

Procédure de la loi de 1895. — Depuis la loi de 1895, une seule saisie arrêt est possible ; le juge de paix n'en peut autoriser davantage. Les autres créanciers sont de simples opposants, qui s'inscrivent sur un registre spécial, déposé à cet effet, au greffe du tribunal de paix. Mais ils ont la faculté de provoquer la répartition, dès qu'elle peut donner un dividende de 20 0/0.

Par voie de conséquence, les frais sont diminués dans une large mesure, puisqu'il n'y a plus qu'un acte d'huissier possible, l'exploit de saisie fait par le premier créancier, et que les avis aux intéressés, avertissement à comparaître, signification de jugement par défaut, notification d'état de répartition, etc., sont faits simplement par lettre recommandée.

Loi du 12 janvier 1895.

Texte de la loi de 1895. — ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires.

Les appointements ou traitements des employés ou commis, et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an.

ART. 2. — Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 1^{er} ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

ART. 3. — Les cessions et saisies faites pour payements des dettes alimentaires, prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

ART. 4. — Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons, entre le montant des salaires par eux dus à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes, pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ;
- 2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

ART. 5. — Tout patron qui fait une avance en espèce, en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives, ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles.

La retenue opérée de ce chef, ne se confond ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible portée en l'article 2.

Les acomptes, sur un travail en cours, ne sont pas considérés comme avances.

TITRE II. — *Procédure de saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements.*

ART. 6. — La saisie-arrêt, sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2.000 francs dont il s'agit à l'article premier de la présente loi, ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi.

Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier, sur un registre spécial, exigé par l'article 14.

L'exploit de saisie-arrêt contiendra en tête : l'extrait du titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge. L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant proposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi.

ART. 8. — L'huissier saisissant sera tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours, à partir de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine

d'une amende de 10 francs qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique.

ART. 9. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'article 14.

Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera : 1° au saisi, 2° au tiers saisi, 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel, dans la limite de sa compétence, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou mainlevée de la saisie ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante.

Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui ne fera pas sa déclaration, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées, et condamné aux frais par lui occasionnés.

ART. 10. — Si le jugement est rendu par défaut, avis de ces dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit

jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire, au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 14.

Toutes les parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile.

Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas de jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier.

ART. 11. — Après l'expiration du délai de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées, tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 0/0 au moins. S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les « ayants droit ».

Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 14. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la ré-

partition à chaque « ayant droit », sera transmise par le greffier, par lettre recommandée au débiteur saisi, et au tiers saisi, et à chaque créancier colloqué.

Ces derniers auront une action directe contre le tiers saisi, en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles, donneront quittance, en marge de l'état de répartition, remis au tiers saisi qui se trouvera libéré d'autant.

ART. 12. — Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur,

ART. 13. — Les frais de saisie-arrêt et de distributions seront à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer.

Tous frais de contestation jugée mal fondée, seront mis à la charge de la partie qui aura succombé.

ART. 14. — Pour l'exécution de la présente loi, il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, qui sera coté et paraphé par le juge de paix, et sur lequel seront inscrits :

1° Les visas ou ordonnances, autorisant la saisie-arrêt ;

2° Le dépôt de l'exploit ;

3° La réquisition de la convocation des parties ;

4° Les arrangements intervenus ;

5° Les interventions des autres créanciers ;

6° La déclaration faite par le tiers saisi ;

7° La mention des avertissements ou lettres recommandées, transmises aux parties ;

8° Les décisions du juge de paix ;

9° La répartition établie entre les ayants droit.

ART. 15. — Tous les exploits, autorisations, jugements, procès-verbaux et états de répartitions qui pourront intervenir en exécution de la présente loi, seront rédigés, sur papier non timbré, et enregistrés gratis. Les avertissements et lettres recommandées, et les copies d'état de répartition, sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement.

ART. 16. — Un décret déterminera les émoluments à allouer aux greffiers, pour l'envoi des lettres recommandées, et pour dresser tous extraits et copies d'état de répartition.

ART. 17. — Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

ART. 18. — La présente loi est applicable aux colonies et à l'Algérie.

CHAPITRE II

APPLICATION DE LA LOI DE 1895

§ 1. — Les documents.

Les documents relatifs à l'application et à la réforme de la loi du 12 janvier 1895 sont peu nombreux.

Un des plus anciens est le *Traité de la saisie-arrêt*, publié en 1897 par M. d'Hooghe, juge de paix à Lens. A ce traité est annexé un tableau récapitulatif qui renseigne, très exactement, sur le coût ordinaire d'une saisie-arrêt, selon le nombre de créanciers.

Depuis, la question a été examinée par les auteurs des différents projets de lois : M. Basly, député, qui déposa sa proposition le 25 novembre 1897 (1) ; M. Odilon-Barrot, dont le projet date du 10 décembre 1897 (2), et celui de M. Plichon du 13 janvier 1898 (3).

A la suite de ces divers projets de loi, et sur le rapport de M. Rose, la Chambre des députés vota le

(1) Chambre des députés, session extraordinaire de 1897, n° 2840 (Annexe au procès-verbal du 25 novembre 1897).

(2) Chambre des députés, session extraordinaire de 1897, n° 2888 (Annexe au procès-verbal du 10 décembre 1897).

(3) Chambre des députés, session extraordinaire de 1898, n° 2949 (Annexe au procès-verbal du 13 janvier 1898).

1^{er} avril 1898 la proposition de sa commission du travail (1).

Devant le Sénat, la proposition fut renvoyée à l'examen de la commission sénatoriale du travail.

Cette commission consacra de nombreuses séances à l'examen de la question qui lui était soumise ; elle entendit les délégués du Comité central des huissiers de France, les délégués de la commission centrale des greffiers de paix et de simple police.

Une délégation de l'Union des commerçants, et diverses autres personnes demandèrent aussi à présenter des observations à la commission.

Mais, au cours de ces travaux, la question de l'insaisissabilité absolue des salaires ayant été posée par M. Choyet, président de la commission, le 28 mai 1899, elle invita son président à demander au Ministre du Commerce de vouloir bien faire une enquête auprès des grandes compagnies, grands établissements industriels et commerciaux sur l'opportunité de l'adoption du principe de l'insaisissabilité absolue des salaires (2).

M. Delombre, alors Ministre du Commerce, fit envoyer une circulaire à tous les établissements industriels employant plus de 200 ouvriers ; aux établissements occupant plus de 100 employés, ainsi qu'aux grandes compagnies de transport ; aux principales mai-

(1) Chambre des Députés, session extraordinaire de 1898, n° 3481 (Annexe au procès-verbal du 21 mars 1898).

(2) Fontaine, *op. cit.*, p. XVII.

sons de crédit, etc. En tout, environ à 1.750 établissements. Enfin, 250 circulaires furent adressées aux bourses du travail, fédérations, syndicats patronaux et ouvriers les plus importants, aux chambres de commerce, etc.

Les résultats de cette enquête si complète, ont été déduits dans un document de la plus haute importance, publié en 1899 par le Ministère de Commerce : le rapport de M. Arthur Fontaine, directeur de l'Office du travail (1899) (1).

Ces résultats furent soumis au Conseil supérieur du travail, qui, après les avoir discutés dans les séances du 16 janvier 1900 et 12 juin 1901, émit à ces deux dates un vœu favorable à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires et appointements des petits employés (V. le compte-rendu des séances du Conseil supérieur du travail, 9^e session, année 1900, p. 415 à 464 ; 10^e session, année 1901, p. 141 à 145 (2 et 3).

§ 2. — Les conséquences de la loi de 1894.

L'application de la loi de 1895 à donné lieu à de nombreuses critiques, et certains de ses inconvénients ont été signalés au lendemain même du vote de cette loi.

C'est qu'en effet, elle n'a pas répondu aux espérances

(1) Fontaine, *op. cit.*

(2) *Conseil supérieur du travail*, Compte rendu de séances, 9^e session, p. 415 à 464.

(3) *Ibid.*, 10^e session, p. 141 à 145.

qu'elle avait données. Comme le faisait remarquer, le 16 juin 1900, M. Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris, devant le Conseil supérieur du travail : « le législateur de 1895 était animé d'intentions excellentes ; il voulait, avant tout, assurer avec l'insaisissabilité partielle du salaire, le droit à la vie de l'ouvrier ; il avait aussi une autre excellente intention : celle de diminuer la complication de la procédure de saisie-arrêt, et par suite d'en modérer les frais (1) ».

« Il ne faut pas oublier, ajoutait l'orateur, que la procédure du droit commun de la saisie-arrêt comportait plusieurs actes d'huissiers et de plus la constitution d'un avoué. Cette constitution d'un avoué s'imposait, puisque la compétence en la matière était reconnue au tribunal civil. C'est assez dire que cette procédure était longue et coûteuse. »

La loi de 1895 l'a fort simplifiée. Elle a substitué la compétence de la justice de paix à celle du tribunal civil, et par là, elle a rendu inutile la constitution de l'avoué. En même temps, elle a réduit à un seul, les actes d'huissier possibles dans cette procédure ; seul, l'acte par lequel le premier saisissant signifie la saisie au patron doit être fait par huissier ; les autres saisissants n'ont qu'à se faire inscrire au greffe (2).

Cependant, dans la pratique, cette loi a donné lieu à de nombreuses critiques qu'il convient d'examiner, et

(1) *Cons. sup. du trav., op. cit.*, p. 425.

(2) *Ibid.*, p. 421.

nous le ferons, selon la méthode et l'ordre adopté par le rédacteur de l'enquête adressée au Ministère du Commerce ; ordre que l'on retrouve aussi dans le rapport de M. Chovet (2).

D'après ces auteurs, il y aurait lieu de retenir contre la loi de 1895, les principaux griefs signalés par de nombreuses réponses, ce sont : 1° l'exagération des frais ; 2° l'augmentation du nombre de saisies, oppositions, depuis la loi de 1895 ; 3° la durée des retenues ; 4° l'inefficacité de la saisie par suite du départ de l'ouvrier saisi ; 5° le renvoi de l'ouvrier saisi par le patron ; 6° les conséquences matérielles et morales de la saisie ; 7° les abus commis par les huissiers ou hommes d'affaires ; 8° la saisie n'a pas de caractère moralisateur ; 9° nature des dettes donnant lieu à saisie ; 10° le marchand de vin et le magasin de vente à crédit ; 11° situation du créancier sous le régime de la loi de 1895.

1° *Exagération des frais* (1).

Le principal grief que l'on formule généralement contre la loi de 1895 est l'exagération des frais qui en est résultée.

Cela, au premier abord, semble invraisemblable, car la loi de 1895 avait justement eu pour but de diminuer les frais de saisie-arrest supportés par l'ouvrier saisi. Comment se fait-il donc que les frais soient encore

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 3 à 15.

(2) *Ibid.*, p. 3 à 9.

énormes, alors qu'il est évident que ces frais ont été considérablement réduits par la loi nouvelle ?

C'est parce qu'en simplifiant la procédure de saisie-arrêt on a permis aux créanciers de poursuivre pour des sommes souvent dérisoires. Bien plus, la loi de 1895 les invite à le faire.

Autrefois, le créancier d'un ouvrier hésitait à poursuivre son débiteur pour des sommes peu élevées, car il n'était pas sûr de rentrer dans les avances faites à l'huissier et à l'avoué ; avec la loi de 1895, il n'y a plus qu'une avance à faire, et encore ne s'impose-t-elle qu'au premier saisissant ; les autres créanciers n'ont aucun risque à courir en poursuivant. En effet, d'après l'article 7 de la loi, une fois la première saisie autorisée par le juge de paix, il n'y a plus, pour pratiquer les autres, qu'une simple inscription à prendre, sur un registre déposé à cet effet au greffe de la justice de paix. Avant 1895 au contraire, le créancier ignorait quelle part de frais pouvait lui incomber. Depuis la loi de 1895, l'article 13 lui garantit que les frais de saisie-arrêt et de distribution seront à la charge du débiteur saisi, et prélevés sur la somme à distribuer.

Aussi, les créanciers les plus bienveillants même pour leur débiteur, s'apercevant des poursuites dirigées par d'autres contre ce même débiteur, sont amenés, tout naturellement, à s'inscrire eux aussi, souvent pour des sommes insignifiantes, afin de sauvegarder leurs droits et de ne pas laisser les moins accommodants pro-

filter seuls de la situation ; c'est ce qui fait que, si les frais sont encore restés d'une manière absolue assez considérables, ils sont devenus, proportionnellement aux chiffres des dettes, exorbitants. Cette constatation a été faite par tous ceux qui se sont occupés de la question et, sur ce point, 200 sur 369 réponses relevées dans l'enquête du Ministère du Commerce, fournissent des documents intéressants.

M. d'Hooghe, dans son *Traité de la saisie-arrêt* de 1897, signale déjà ce fait (1) ; et depuis, de nombreux exemples en ont été fournis par les parlementaires qui ont déposé, sur le bureau des Chambres, des projets de lois modifiant la législation de 1895. Postérieurement même à l'enquête de 1899, les membres du Conseil supérieur du travail, sont venus faire part de nouveaux faits.

Exemples. — Dans l'enquête, on relève des saisies pour des sommes de 3 francs, de 5 francs et de 10 francs, dont les frais s'élèvent, ainsi que le faisait remarquer M. de Montgolfier, devant le Conseil supérieur du travail, aux sommes de 150, 200 ou 300 francs.

Ainsi, pour des dettes de moins de 20 francs, le rapport des frais au capital peut être évalué, dans une imprimerie de la Seine à 2.500, et à 1.000 0/0 dans une fabrique de construction du Nord ; à 1.963 0/0 dans des hauts-fourneaux du Cher ; à 948 0/0 dans des

(1) M. d'Hooghe, *Traité de la saisie-arrêt*. Tableau annexé.

forges et aciéries de la Meuse ; à 841, 787 et 501 0/0 dans des forges de Meurthe-et-Moselle ; à 786, 789 et 616 0/0 dans d'autres forges de Meurthe-et-Moselle ; dans une manufacture d'allumettes à 508 0/0 !

Ces chiffres se passent de commentaires. Il convient de faire remarquer cependant que les frais n'arrivent que rarement à des pourcentages aussi élevés ; mais il suffit de constater qu'ils ont pu atteindre ces chiffres, et qu'il est fréquent, même pour des capitaux de 50 à 200 francs, de les voir monter jusqu'à 50 ou 100 0/0, pour que l'on puisse se rendre compte du bien fondé du reproche d'exagération des frais adressé à la loi de 1895.

Du reste, ce reproche est formulé dans l'enquête de 1899, aussi bien par les partisans de l'insaisissabilité, que par les partisans de la réforme des frais seulement. De plus, les pourcentages fournis par les partisans de l'insaisissabilité, par ceux de la réforme des frais, et même par les établissements qui ne demandent pas la réforme des frais, sont aussi élevés les uns que les autres.

Il est donc permis d'affirmer que toutes les réponses fournies à la circulaire du Ministre du Commerce établissent implicitement ou explicitement l'exagération des frais.

Quelle est la cause de cet état de choses, et comment se fait-il que les frais puissent être si considérables par rapport au capital ? Il faut en chercher les motifs dans

la simplification de la procédure de saisie-arrêt. Ainsi que nous l'avons déjà dit, le législateur de 1895, en vue de diminuer les frais supportés par le débiteur, a simplifié les formalités et a rendu la procédure beaucoup moins compliquée. Aussi, le créancier poursuit beaucoup plus facilement, et il le fait pour des sommes de 3, 5 ou 10 francs.

De plus, la loi de 1895 prévoit une procédure de distribution des sommes saisies-arrêtées, assez onéreuse.

A tout moment, chaque créancier saisissant ou intervenant peut demander, sinon obtenir, la répartition, et les frais entraînés amènent des ajournements successifs de la libération du saisi.

Voici, à titre d'exemple, les décisions prises : les 25 juin, 28 août 1896 ; et les 4 février et 27 août 1897, par le juge de paix du canton de Carvin, qui ont été relevés dans l'exposé des motifs de la proposition Basly (1) : 1° la somme à distribuer est de 21 francs ; les frais du greffier à prélever par privilège s'élèvent à 26 fr. 40, d'où un déficit de 5 fr. 40 ; 2° la somme à distribuer est de 22 fr. 85, les frais sont de 60 fr. 90 ; d'où un déficit de 38 fr. 05 ; 3° somme à distribuer 96 fr. 95, frais 104.40, d'où déficit de 7 fr. 45.

On peut donc se rendre compte que les débiteurs, auxquels s'appliquent ces jugements, auront à supporter toute leur vie la retenue du 10 0/0 sans que leurs

(1) Proposition Basly, *op. cit.*, n° 2840, p. 2.

créanciers aient jamais l'espoir d'en rien toucher, les sommes saisies étant absorbées par les frais du greffier.

4° Somme à distribuer 75 fr. 25, frais 54 fr. 70.

Reste à distribuer 20 fr. 55. Un créancier privilégié touche 19 fr. 50, et les autres sont colloqués pour des sommes de 4, 6, 7, 14 et 35 centimes.

En admettant qu'une répartition ait lieu chaque fois qu'il y a 25 fr. 25 à distribuer, provenant des retenues opérées sur le salaire de l'ouvrier saisi, pour une dette de 377 fr. 30, il y aura donc : 19 répartitions dont les frais s'élèveront à 1.039 fr. 30 centimes pour libérer cette dette de 377 fr. 30. C'est pourquoi M. Basly, reprenant la proposition de M. le juge de paix de Lens, s'écrit : « *La plaie de la loi de 1895 apparaît dans les répartitions multiples (1).* »

Les abus de ce genre sont fréquents ; ainsi, une compagnie houillère du Pas-de-Calais écrit dans l'enquête, qu'elle a 463 ouvriers saisis, et qu'il y a eu, dans 52 affaires, 2 répartitions ; dans 25, 3, et dans 8, 4 (2).

Il convient d'ajouter enfin, que l'exagération des frais provient souvent de ce que, fréquemment, le juge de paix fixe la saisie sans que le débiteur ait été entendu, autorise parfois, pour des dettes de 3 francs, une saisie de 30 ou 40 francs et évalue les frais au-dessus de la somme nécessaire, quitte à régulariser les chiffres ultérieurement.

(1) *Ibid.*, p. 4.

(2) Fontaine, *op. cit.*, p. 9.

2° Augmentation du nombre des saisies (1).

L'exagération des frais est donc due, en grande partie, à la simplification de la procédure qui amène les créanciers à poursuivre pour des sommes souvent insignifiantes. La réforme de la procédure de la saisie-arrêt a eu aussi pour conséquence l'augmentation du nombre des saisies. Cela est dans la logique des choses : plus on a de facilité pour saisir et plus on saisit.

A ce point de vue, l'enquête de 1899 fournit des renseignements très précis.

Cette augmentation est constatée, non seulement par les partisans de l'insaisissabilité et de la réforme des frais, mais encore par ceux du maintien pur et simple de la loi de 1893. Seuls, quelques rares établissements affirment que le nombre des saisies est resté le même, ou a diminué, non sans faire remarquer, cependant, que ce fait est la conséquence de circonstances exceptionnelles.

35 chefs d'industries énoncent explicitement que la loi de 1893 a eu pour conséquence une augmentation notable du nombre des saisies, et d'après le sens des réponses ou les chiffres fournis, on voit que beaucoup d'autres professent la même opinion (2).

Dans une Compagnie houillère du Gard, en 1894, 35

(1) *Ibid.*, p. 9 à 15.

(2) *Ibid.*, p. 10.

ouvriers, sur 1.397, étaient saisis ; en 1898 il y en avait 101 sur 1.506 (1).

Une Compagnie houillère de la Haute-Loire établit qu'en mars 1894 et mars 1895, son personnel était l'objet de 15 saisies. Au même mois, 1896, il y en eut 37, en 1897, 47 et en 1898, 61 (2).

Une houillère du Pas-de-Calais a vu le chiffre des saisies passer de 35 en 1895 à 145 en 1896 et 125 en 1898.

Dans une houillère de la Loire, ce même chiffre est passé de 150 avant 1895 à 400. Une mine du Cantal fournit un tableau, d'où il résulte qu'en 1894, sur 518 ouvriers elle en avait 4 faisant l'objet d'opposition pendant que le nombre des saisies était aussi de 4, alors qu'en 1898, sur 620 ouvriers, il y en avait 45 formant l'objet de 148 oppositions (3).

Un établissement de filature et tissage fournit les chiffres suivants : 1896, 73 saisies ou oppositions ; 1897, 83 ; 1898, 123. L'enquête de 1899 fournit encore des documents très intéressants à ce sujet (4).

Un directeur d'une houillère du Pas-de-Calais explique que la procédure de saisie-arrêt est devenue un mode courant de paiement. Un créancier ne cherche plus à faire payer un débiteur par les moyens de per-

(1) *Ibid.*, p. 10.

(2) *Ibid.*, p. 12.

(3) *Ibid.*, p. 11.

(4) *Ibid.*, p. 11.

suasion et par la voie d'acomptes ; chaque trimestre, il dresse un état des retardataires, le remet à un huissier, et celui-ci, sans chercher aucun arrangement à l'amiable, prend jugement contre les débiteurs et fait ensuite une saisie-arrêt entre les mains de leurs patrons, et il termine en disant : depuis l'application de la nouvelle loi, le nombre des procédures a augmenté de 400 pour 100.

3^e *Durée des retenues* (1).

La facilité de la saisie a encore eu pour conséquence d'augmenter d'une manière considérable la durée des saisies.

A ce sujet, l'enquête de 1899 fournit des renseignements très intéressants, et cependant le peu de temps qui la séparait du vote de la loi de 1895 l'empêcha très souvent d'apprécier la durée des saisies. Malgré cela, beaucoup de réponses ont tourné la difficulté en donnant la durée probable des oppositions, bien que fréquemment on se contente de dire que la retenue dure depuis : 2, 4, 6 ans, et est « en cours ». Un moulineur, dans une Compagnie houillère du Pas-de-Calais, doit à 15 créanciers, la somme de 1.546 fr. 40 et ne sera pas libéré avant 16 ans. Même établissement : un chauffeur ne pourra s'acquitter avant 14 ans ; un moulineur avant 8 ans ; un mécanicien avant 7 ans 1/2 ; un mineur avant 7 ans, etc... Ces cas là sont donc encore

(1) *Op. cit.*, p. 15 à 18.

assez fréquents ; du reste l'enquête révèle : qu'une trentaine de saisies auront une durée de plus de dix ans ; 130 environ, une durée de 5 à 10 ans ; et un même nombre en auront une de plus de 2 ans, ce qui fait un total accusé de 250 à 300 cas de saisies qui dureront plus de 2 ans (1).

Mais il y a encore plus et certains exemples extraordinaires ont été donnés par des chefs d'établissement.

Un mineur du Gard, saisi en avril 1896, ne sera libéré qu'en mai 1921, soit après 25 ans de retenues. Dans la même Compagnie on trouve des ouvriers saisis pour 16, 9, 10, 11, 6 ans.

Un imprimeur a eu un ouvrier qui aurait dû subir une retenue pendant 40 ans pour acquitter sa dette.

Dans une manufacture de l'Etat, une ouvrière subit une retenue de 45 francs environ par année pour solder une dette de 946 fr. 60 contractée par son mari, avec lequel elle ne vit pas !

La retenue ne représente que les intérêts et la dette subsistera toujours.

Deux ouvriers d'une exploitation houillère du Pas-de-Calais ne seront jamais libérés. Dans une filature des Vosges, un ouvrier, dont le dixième du salaire annuel représente 78 francs, est poursuivi pour 1.351 fr. 30 de dettes, portant intérêts à 5 0/0. Il faudrait donc saisir

(1) *Id.*, p. 17.

son traitement pendant un siècle environ, et l'ouvrier avait 70 ans au moment de l'enquête (1).

Enfin dans une maison de fourrures en gros, un employé, devrait travailler 161 ans et 2 mois pour éteindre sa dette, et 322 ans et 4 mois s'il était simple ouvrier dans la maison (2).

*4° Inefficacité de la saisie, par suite du départ
de l'ouvrier saisi (3).*

Les inconvénients de la loi de 1895 sont-ils au moins compensés par un avantage, comme par exemple celui de l'efficacité de la saisie pratiquée. Cela ne semble pas résulter de l'enquête et le contraire paraît plutôt établi. L'ouvrier, en effet, qui se voit saisi pour des périodes si longues, perd courage et cherche par tous les moyens, même les moins honnêtes, à se dérober à cette charge qui va peser éternellement sur ses épaules. Il devient un ouvrier nomade, ce que, en termes d'atelier, on appelle un rouleur (4). L'enquête contient à ce sujet des renseignements très précis : plus de 80 réponses signalent le départ des ouvriers saisis, comme une pratique courante, et quelques industriels se plaignent même des conséquences qu'entraîne, pour la marche de l'établissement, l'instabilité du personnel qui en résulte. Dans une société cotonnière du Nord, sur 15 saisies-arrêts,

(1) *Ibid.*, p. 18.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 18 à 20.

(4) Conseil supérieur du travail, *op. cit.*, p. 426.

il n'y en a qu'une qui ait été soldée complètement ; les 14 autres ouvriers ont quitté l'usine après la première ou la seconde retenue, sans laisser d'adresse. Le directeur d'un tissage de soieries de l'Isère, déclare que sur 20 saisies, 19 concernent des ouvriers nomades quittant le pays après la première retenue. A en juger par les réponses des entrepreneurs, les employés aux travaux publics, à la maçonnerie, au terrassement, etc., échapperaient même complètement à l'application de la loi de 1895 (1).

Un entrepreneur de Paris est d'avis que les ouvriers qui n'ont pas d'intérieur, et n'ont avec eux ni femme, ni enfants ; qui logent en garni, se moquent bien de la loi qui ne peut les saisir.

Ils travaillent presque toujours au loin, leur créancier ne sait pas où ; et, s'il parvient à le savoir, aussitôt que l'ouvrier apprend qu'il a une opposition sur son salaire, il demande son compte et se fait régler immédiatement.

Il convient d'ajouter que l'ouvrier dont il s'agit, prend même la précaution de se faire payer presque au jour le jour, soit par acomptes, soit toutes les semaines.

Le même entrepreneur de Paris déclare que, par suite de cette pratique, il reste à cet ouvrier, à toute époque du mois, très peu à toucher. Nous avons des

(1) *Op. cit.*, p. 19.

hommes, dit-il, qui, le jour de paye, ont 0 fr. 25, 0 fr. 50, 1 franc, 2 francs, 2 fr. 50, etc., à toucher.

Mettez, si vous le voulez, 5 ou 6 francs ou même 10 francs. C'est peu, et pour le créancier, il ne lui reste donc rien à toucher sur sa créance ; il a perdu tout son temps et a été une cause de dérangement et de chômage pour l'homme. Ces départs d'ouvriers ont lieu surtout chez les ouvriers étrangers au pays où ils travaillent ; et c'est ainsi qu'un entrepreneur de l'Aude ne connaît aucun cas, où un ouvrier étranger se soit laissé saisir plus d'un ou deux dixièmes.

Mais l'ouvrier du pays même ne se prête pas de meilleure grâce à la saisie. Il préfère, lui aussi, dit le même entrepreneur, faire une journée d'un côté, une journée de l'autre et échapper ainsi à la loi. « Je ne connais pas non plus de cas, résume-t-il, où un ouvrier du pays ait consenti à payer ainsi une somme un peu importante. »

5° *Renvoi par le patron de l'ouvrier saisi* (1).

La saisie est même souvent inefficace par le fait du patron, et non de l'ouvrier. Fréquemment, alors que l'ouvrier se plierait volontiers à la retenue, c'est le chef de l'industrie qui le renvoie sans autre motif que la saisie pratiquée sur lui. C'est qu'en effet, cette saisie est pour l'industriel une cause d'ennuis assez nombreux qu'il ne veut pas supporter ; obligation de tenir une

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 20 à 22. .

comptabilité spéciale, compliquée et onéreuse ; obligation de fournir éventuellement des justifications sur les comptes de retenues ; obligation de se présenter à la justice de paix, fût-elle distante de plusieurs kilomètres, etc... Il convient d'ajouter aussi que la saisie-arrêt est l'occasion de conflits entre patrons et ouvriers. La notification d'une saisie crée une présomption défavorable pour l'ouvrier dans l'esprit de celui qui l'emploie, et en revanche, l'ouvrier s'en prend bien souvent à son patron, ainsi que le fait remarquer le directeur d'une manufacture de biscuits, du fait de salaires qu'il juge trop minimes, oubliant les retenues qui subsistent. De plus, l'ouvrier saisi, dit le directeur d'une verrerie de l'Aisne, vient dire au patron qu'il n'entend pas subir de retenue sur son salaire ; qu'il est assez grand pour régler ses affaires lui-même ; qu'il n'a pas besoin de l'intermédiaire de son patron pour payer ses dettes.

Voilà donc le patron établi agent de recouvrement d'un créancier qui n'est guère intéressant la plupart du temps.

Etant donnés les inconvénients de la loi de 1895, pour le patron, il n'est plus étonnant de constater le grand nombre de ceux qui renvoient leurs ouvriers dès qu'ils sont l'objet d'une retenue.

L'enquête de 1899 contient 53 réponses de patrons qui ont déclaré qu'ils renvoyaient impitoyablement les ouvriers dont les salaires avaient été saisis (1).

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. XX et XXI, tableau I.

Et, ainsi que le faisait remarquer M. Jay au Conseil supérieur du travail, n'a-t-on pas le droit de supposer qu'il y en a un plus grand nombre encore qui le font sans le dire (1). Faut-il citer des exemples de ces renvois ?

A la séance du mercredi 12 juin 1904 du Conseil supérieur du travail, au cours de la discussion, il fut établi que les grandes Compagnies de chemins de fer, avaient une clause dans leur règlement, prévoyant le renvoi des employés, objets d'une saisie-arrest, qui n'en obtiennent pas la main-levée dans un délai assez court ; 2 mois à la Compagnie de Lyon.

Quelques autres administrations n'ont pas de règlement, mais n'en pratiquent pas moins la même règle.

C'est ainsi que M. Moreau faisait remarquer qu'à la Compagnie des omnibus, les employés du dépôt (*il y en a environ 2.500*) sont renvoyés immédiatement, lorsqu'ils sont frappés d'une opposition, sans qu'il leur soit accordé le moindre délai pour se relever.

« Voilà une drôle de façon, ajoute-t-il, de permettre à un employé de se tirer d'un pas de clerc que de le mettre à la porte. »

Il y a donc, de ce chef, de nombreux cas où la loi de 1895 ne peut s'appliquer, la saisie ne trouvant plus rien sur quoi s'exercer.

(1) Cons. sup. du trav., *op. cit.*, p. 426.

6° *Conséquences matérielles et morales de la saisie* (1).

Les deux faits constatés, départ et renvoi de l'ouvrier aboutissent à des résultats identiques : l'abaissement moral et la misère. L'ouvrier qui, saisi est parti ou a été renvoyé de chez son patron, est amené, tout naturellement, à recommencer. Il a apprécié les avantages de cette manière d'agir, et désormais il ne visera qu'un seul but : contracter de nouvelles dettes, puis partir dans une localité où il est inconnu et où il trouvera du crédit, grâce à la perspective de la saisie du dixième de son salaire.

De pareilles habitudes de vie, constate l'enquête, outre qu'elles produisent un abaissement moral regrettable, finissent par conduire l'ouvrier à la misère.

La saisie-arrêt cause souvent un préjudice moral considérable.

Tel cet ouvrier, autrefois établi à son compte, qui décrit les effets de sa première saisie, laquelle, par sa publicité, ruine son crédit et son prestige, et lui « casse les bras ».

La saisie cause aussi une émotion profonde et décourage les mieux intentionnés, surtout lorsque la dette est, comme cela arrive souvent, doublée par les frais. « On a, déclare un ingénieur, un mal inouï à essayer de convaincre l'ouvrier, je dis essayer, car, de quelque façon que l'on s'y prenne, le brave garçon vous quitte

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 22 à 27.

en remuant la tête et ne démord pas de là : « Ce n'est pas juste ! » je ne le lui dis pas, mais je suis joliment de son avis (1). »

Ce qu'il y a surtout de navrant, c'est que, si la loi de 1895 permet à l'ouvrier peu scrupuleux de faire des dupes, en pratiquant les départs fréquents, et en devenant « *un rouleur* », par contre, elle s'abat souvent lourdement, et quelquefois même injustement, sur les déshérités, les faibles, l'ouvrier père de famille, l'homme maladif, en un mot, sur ceux qui ne partent pas et ne peuvent pas partir. C'est ce que déclare le directeur d'une usine métallurgique des Ardennes : « la saisie-arrêt est presque toujours pratiquée sur les plus besogneux. »

Le directeur d'un tissage des Vosges signale que « les saisies présentées à l'établissement tombent souvent sur le salaire des enfants et revêtent dans ce cas un caractère particulièrement odieux ». Les retenues sont quelquefois quasi-iniques, écrit le directeur d'une manufacture de machines-outils ; car elles permettent de venir demander à des enfants mineurs le paiement de dettes contractées par leurs auteurs, après abandon par ceux-ci.

Bien plus, le juge de paix autorise quelquefois des retenues non justifiées, et parfois sans que le débiteur ait été entendu. On trouve des exemples de saisies,

(1) *Ibid.*, p. 23.

frappant des ouvriers qui ne sauraient être considérés comme débiteurs.

Un fabricant d'enveloppes cite un cas où des marchandises, livrées à la concubine d'un ouvrier, ont motivé une saisie sur le salaire d'une ouvrière en instance de divorce, qui, sans son aide, ne se serait tirée de ce mauvais pas.

Une maison de fourrures en gros de Paris, a vu pratiquer, sur le maigre salaire de ses ouvrières, des saisies-arrêts, à la requête de marchands de vins, créanciers de maris ivrognes, ou de bijoutiers ayant fourni au mari des bijoux offerts par lui à sa maîtresse.

Enfin, devant le Conseil supérieur du travail, le 16 juin 1900, M. Dalle citait le cas d'une ouvrière des tabacs, divorcée, qui, pendant son mariage, commune en biens, avait contracté une dette, non pas solidairement ni comme caution, mais avait simplement apposé sa signature à côté de celle de son ex-mari pour une créance de 500 à 600 francs.

Eh bien, sous prétexte qu'il y avait titre parce qu'il y avait reconnaissance, sans même se demander si le titre était litigieux, le greffier visa la saisie-arrêt ; et voilà une ouvrière qui est frappée depuis trois ans et plus, à l'époque où parle M. Dalle, d'oppositions pour une dette contractée sept ans auparavant, par le mari chez le marchand de vins, tout cela parce que le greffier n'examine même pas la validité du titre.

Cette femme a formé opposition ; elle n'a pas pu ob-

tenir de solution judiciaire, parce que les juges de paix sont embarrassés eux-mêmes, sur la fixation de la limite de leur compétence ; de sorte que, d'une part, le greffier de la justice de paix appose son visa sur une saisie-arêt ; et que, d'autre part, le juge de paix se déclare incompétent pour statuer sur l'opposition de l'ouvrière. Il faut que la femme s'adresse ensuite aux tribunaux civils. A leur tour, ceux-ci refusent l'assistance judiciaire en disant qu'ils ne peuvent pas examiner le fond (1). »

Encore un autre exemple fourni par M. Dalle :

« Un employé à l'Hôtel de Ville a eu son traitement frappé d'opposition, parce que, non pas lui, mais son frère, avait acheté un bijou et ne l'avait pas payé ; et c'est sur les appointements du frère de l'acquéreur, qui porte le même nom, que sciemment, et de mauvaise foi, le vendeur commençait par faire opposition, sans s'inquiéter de savoir si l'employé saisi indûment, n'allait pas avoir besoin de son salaire. Ensuite il faut une procédure de six semaines, deux ou trois mois sans compter le temps ou l'argent perdus pour faire lever l'opposition, ce qui réduit considérablement la valeur du salaire de celui qu'elle a frappé (2). »

Des exemples de ce genre, et ils ne sont pas rares, montrent quelles peuvent être, dans certains cas, les

(1) Cons. sup. du travail, *op. cit.*, p. 435.

(2) *Ibid.*, p. 436.

conséquences funestes de la loi de 1895, et ils sont bien significatifs.

7° Abus commis par les huissiers et les agents d'affaires (1).

L'enquête de 1899 a révélé les abus commis par les huissiers et les hommes d'affaires sous l'empire de la loi de 1895. D'après les adversaires de cette loi, les saisies seraient pratiquées, non pas par les créanciers, mais par le ou les mêmes huissiers, qui se feraient dans une région la spécialité de ce genre d'affaires.

Ces intermédiaires, dont l'intérêt est de pousser aux frais, ne s'en feraient pas faute, et plusieurs industriels déclarent qu'ils ont dû saisir le procureur de la République de plaintes et obtenir une taxation.

C'est ainsi que le directeur d'une manufacture de tabacs, sur simple menace de faire taxer les frais, a obtenu que les frais d'une saisie soient réduits de 29 fr. 10 à 19 fr. 10. Un autre directeur de manufacture signale l'existence d'agences achetant, à vil prix, les créances dont le recouvrement paraît aléatoire au créancier et qui poursuivent, sans merci, et en l'accablant de frais, l'ouvrier délateur (2).

« La situation prit à une certaine époque, déclare-t-il, un tel caractère de gravité que des mesures énergiques durent être prises par le directeur de l'établissement,

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 27-28.

(2) *Ibid.*, p. 28.

pour déjouer cette exploitation de notre personnel. » Enfin, un industriel d'Angoulême fait savoir que des agences de ce genre existent dans cette ville et ajoute : « C'est là une véritable industrie nouvelle que je trouve immorale (1). »

8° *La saisie n'a pas de caractère moralisateur* (2).

Comme le faisaient remarquer, au Conseil supérieur du travail, MM. Jay et de Montgolfier, les saisies sont souvent le prélude, le signal, la cause de la dégradation et de la déchéance matérielle et morale de l'ouvrier.

La crainte de la saisie n'a même pas l'avantage de l'empêcher d'avoir recours au crédit ; car, ainsi que le signale M. Fontaine dans son rapport : « d'une part, si l'ouvrier rangé emprunte, c'est qu'un événement l'y force ; et, d'autre part, le mauvais payeur, l'ouvrier qui a une mauvaise conduite, ou même l'ouvrier simplement dénué de sens pratique échappent à la loi, soit qu'ils changent de pays, soit qu'ils se résignent, tout en faisant de nouvelles dettes, à se contenter des neuf dixièmes de leur salaire.

C'est ce que prouve aussi le directeur d'une verrerie de l'Aisne, qui déclare que l'ouvrier consent souvent à cette retenue, s'y habitue aisément, mais sans s'acquitter jamais, et trouve, chez des fournisseurs com-

(1) *Ibid.*, p. 28.

(2) *Ibid.*, p. 28 à 29.

plaisants, plus qu'une compensation à la retenue mensuelle.

A l'appui de ses affirmations, ce directeur fournit un tableau, d'après lequel il résulte que 12 ouvriers dont le total des dettes s'élevait au 1^{er} février 1895, à 7.687 fr. 04, avaient des dettes pour la somme totale de 8.577 fr. 05 trente cinq-mois plus tard, c'est-à-dire le 30 juin 1898, malgré qu'ils avaient subi pendant ce laps de temps des retenues pour la somme de 3.523 fr. 65.

Donc, la loi de 1895, « *loin de relever la situation morale du père de famille* », lui permet de s'endetter davantage. Si le débiteur ne s'acquitte jamais, le créancier aura de moins en moins la chance d'être remboursé. Seuls sont appelés à en bénéficier, les agents de poursuite par l'addition des intérêts avec la multiplicité des autres petits frais.

9^e Situation du créancier sous le régime de la loi de 1895 (1).

Le tableau dressé par une verrerie de l'Aisne, et beaucoup d'autres réponses établissent clairement que si la loi de 1895 n'offre guère d'avantages à l'ouvrier, elle n'en offre pas plus aux créanciers. Nombreuses sont les circonstances qui rendent sa poursuite plus ou moins illusoire.

M. Fontaine les résume ainsi : « C'est la disparition du débiteur ; c'est le renvoi par le patron de l'ouvrier

(1) *Ibid.*, p. 29-30.

saisi ; c'est la lenteur du recouvrement par voie de saisie, soit à cause de l'exagération des frais dont le montant est d'abord prélevé, soit par suite du nombre des créanciers qui interviennent au partage, soit encore en raison des sommes minimales produites par la retenue. »

Un chef d'établissement déclare que la quote-part des retenues revenant à chaque paye à chacun des créanciers décroît au fur et à mesure qu'augmente le nombre des parties prenantes.

Elle se réduit, pour les petites dettes, à une somme absolument insignifiante. C'est ainsi qu'on peut relever une créance de 8 francs qui ne sera soldée qu'au bout de 11 mois ; diverses autres variant de 15 à 25 francs qui exigeront, pour être payées, un délai de quatre à cinq ans.

D'autres enfin de 20, 30 et 35 francs dont les créanciers devront attendre le remboursement pendant plus de 14 ans.

Le directeur d'une manufacture de drap écrit : « La retenue du dixième ne produit que des résultats insignifiants, surtout quand il y a plusieurs créanciers. Les ouvriers n'en finissent pas de se libérer » :

Et, le directeur d'un tissage de la Loire écrit encore : « Je n'ai jamais vu aucun cas où la saisie-arrêt ait abouti à faire payer sa dette à l'ouvrier. »

10° *Nature des dettes donnant lieu à saisie. — Le marchand de vins et le magasin de vente à crédit* (1).

Comment se fait-il donc, si la situation des créanciers sous le régime de la loi de 1895 est si mauvaise, que le nombre de ceux qui ont recours à la procédure de saisie-arrêt ait augmenté.

« Cette contradiction n'est qu'apparente, écrit le rédacteur de l'enquête. Les créanciers qui ne trouvent pas dans la loi des armes suffisantes sont précisément ceux qui s'en servent le moins possible ; le boulanger et le boucher par exemple.

« Quant aux créanciers qui usent et abusent de la saisie, ce sont ceux qui ont fait de la vente à crédit la base de leur commerce et qui, pour rentrer dans le prix de la marchandise fournie et faire des bénéfices, excitent l'ouvrier à la dépense, majorent les prix et fournissent des marchandises de qualité inférieure. »

De cette manière, l'écart entre le prix de la marchandise vendue à l'ouvrier et la valeur réelle de l'objet fourni est tel que le marchand à crédit est presque toujours sûr que la saisie le fera rentrer dans ses frais, et risque, d'autre part, de récolter un gros bénéfice, lorsque l'ouvrier s'acquitte du prix convenu.

Bien plus, ces créanciers s'arrangent quelquefois pour ne courir aucun risque. Ils insèrent dans les contrats une clause stipulant que, jusqu'à complète li-

(1) *Ibid.*, p. 30 à 38.

bération du débiteur, ils restent propriétaires de l'objet fourni et l'acquéreur n'en est en réalité qu'un locataire. De cette manière tout risque est écarté.

Ce sont là ceux que M. Fontaine désigne sous le nom de professionnels du crédit : marchands de vin et magasins de vente à crédit.

Créanciers peu intéressants, disent les chefs d'industrie, qui font aux ouvriers le mauvais crédit (1).

Les pratiques de ces fournisseurs ont été signalées à maintes reprises et ont provoqué l'indignation de tous ceux qui ont eu à envisager la question de la réforme de la loi de 1895.

Dès le 13 janvier 1898, c'est-à-dire quinze mois environ avant l'envoi par le ministre du commerce de la circulaire qui a ouvert l'enquête sur l'application de la saisie-arrêt, M. Plichon, député, déposait sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi dans l'exposé des motifs de laquelle il dénonce « les abus scandaleux » auxquels permet d'arriver la saisissabilité et la cessibilité des salaires.

« L'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires, dit-il, auraient cet heureux résultat de mettre un terme aux opérations de certains fournisseurs peu scrupuleux, qui harcèlent l'ouvrier jusque dans sa propre demeure pour l'amener à acquiescer à crédit... ».

« Rien ne serait plus humain, ajoutait-il, que de

(1) *Ibid.*, p. 31.

mettre un terme à de pareilles pratiques...Ce serait le résultat le plus clair de l'incessibilité des salaires (1). »

L'enquête de 1899 contient de nombreuses réponses de chefs d'industrie qui font un tableau saisissant des agissements des professionnels du crédit. Ce sont, d'une façon générale, les marchands de vin, débiteurs, épiciers, détaillants liquoristes d'un côté, et de l'autre les magasins de vente à crédit : marchands de toile ambulants, colporteurs, offrant des « occasions », qui se servent surtout de la loi de 1895.

Marchands de vin. — En ce qui concerne les marchands de vin, cette loi a développé considérablement le crédit qu'ils font aux ouvriers. Certains industriels la rendent même responsable, pour une part, du développement de l'alcoolisme. « Si ce fléau social, écrit le directeur d'une fabrique de drap de la Seine-Inférieure, fait les progrès effrayants que chacun déplore, dans les centres industriels, c'est en raison de la facilité avec laquelle l'ouvrier peut trouver chez le débiteur, un crédit permanent toujours disproportionné avec ses ressources.

« Il y a peut-être là quelque exagération, disait M. Jay au Conseil supérieur du travail ; je ne serais pas étonné cependant, ajoutait-il, qu'il y eût une large part de vérité dans cette affirmation (2). »

Et, en effet, les saisies pratiquées par les marchands

(1) Plichon, *op. cit.*, n° 2949, p. 4.

(2) Cons. sup. du trav., *op. cit.*, p. 425.

de vin forment, avec celles pratiquées à la requête des magasins de vente à crédit, la grande majorité des saisies-arrests qui frappent les ouvriers.

Un ouvrier d'une manufacture de matières colorantes est poursuivi par des marchands de vin pour une somme de 1.233 francs, alors que le total de son passif s'élève à 1.832 francs.

Sur 10 saisies, une faïencerie de la Côte-d'Or en signale 9 provenant de marchands de vin. Un industriel de la Loire en signale 8 sur 10 et un directeur de sucrerie de l'Aisne 33 sur 70 (1).

Non seulement le marchand de vin pousse à la consommation pour augmenter son bénéfice, mais aussi, quelquefois, il impose la consommation, en en faisant la condition de quelques avances qu'il consent à l'ouvrier. C'est ainsi que, devant le Conseil supérieur du travail, M. Riom exposait qu'à Paris, dans l'industrie du bâtiment, le marchand de vin avance à l'ouvrier, avant de commencer sa journée, une moyenne de 2 à 3 francs qui lui permettront de déjeûner et de passer sa journée ; mais en retour il exige une consommation qui équivaut généralement au septième de la somme avancée.

Ce n'est pas tout ; le samedi, lorsque l'ouvrier vient chez le même marchand de vins, régler la somme de prêts qui lui a été avancée, il faut payer à boire, sans même savoir si on a soif, et l'ouvrier attend souvent

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 33.

son tour en consommant dans la première salle du cabaret, avant d'aller dans l'arrière-boutique consommer avec le marchand de vin (1).

Fréquemment, la vente des boissons à crédit dépasse le montant des sommes avancées. Si l'on ajoute à cela que le marchand envoie des circulaires aux entrepreneurs en leur disant qu'il a d'excellents ouvriers qui se montreront réguliers, on comprend que celui qui consomme le plus sera présenté comme le meilleur.

Bien plus, les ouvriers qui ne veulent pas subir les exigences du marchand de vin sont menacés d'une saisie chez le patron. Or, il est certain que les patrons n'aiment pas cela à cause des réclamations et de la comptabilité ; aussi menacent-ils l'ouvrier de renvoi si cela continue.

Il est donc exact de dire que, non seulement les marchands de vins engagent, mais aussi contraignent l'ouvrier à la consommation.

Magasins de vente à crédit. — Il est cependant une autre catégorie de professionnels du crédit qui exploite davantage encore, si cela se peut, les ouvriers : ce sont les magasins de vente à crédit. — Nous avons déjà rappelé que, dès 1898, M. Plichon signalait à la Chambre les abus commis par certains fournisseurs peu scrupuleux.

L'enquête de 1899 contient des documents très nombreux à ce sujet.

(1) Cons. sup. du trav., *op. cit.*, p. 437-438.

Beaucoup d'industriels estiment que la loi de 1895 a eu pour effet un développement considérable du mauvais crédit. « La loi actuelle, écrit l'administration d'une faïencerie de la Seine, autorise et encourage même dans une certaine mesure, par le peu de frais risqués par le poursuivant, l'extension du système de vente à crédit qui est funeste au budget de l'ouvrier... Les établissements qui accordent ainsi du crédit aux ouvriers, sont obligés, par le fait de leur organisation, du chiffre élevé des mauvaises créances et des frais exorbitants de recouvrement, de majorer leur prix du simple au double, proportion vérifiée soigneusement par la comparaison avec les prix ordinaires. »

Cette majoration des prix est estimée à des taux toujours très élevés, par les réponses à l'enquête : 10 à 40 0/0, suivant une Compagnie houillère du Pas-de-Calais ; 30 à 50 0/0, suivant un tisseur de la Marne ; 50 à 100 0/0, d'après un tissage du Nord ; 100 0/0, suivant un directeur de faïencerie de la Seine, etc., etc. (1).

Il semble difficile, étant donnée cette majoration des prix, de placer dans ces conditions des marchandises. Il convient, cependant, de remarquer avec M. Dalle que les émissaires de ces marchands « spéculent sur l'ignorance de la femme et de l'homme dans le prix de la marchandise. Pour un ouvrier qui n'est pas un ouvrier du bronze, le prix réel et apparent d'une pendule en zinc

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 35.

variera entre 5 et 100 francs surtout pour un ouvrier rural, un mineur ou un ouvrier textile » (1).

Les placiers des magasins de crédit, usent de procédés dont le plus courant consiste à attendre le départ du mari pour l'atelier, pour s'adresser à la femme et l'amener à des achats excessifs en son absence et souvent à son insu.

Pour la décider, on propose « une occasion », ou bien on offre une prime gratuite ; et, pour le paiement, on stipule qu'il aura lieu à une longue échéance.

Tentée, la femme conclut le marché ; puis la traite arrive et n'est pas payée et le mari est condamné par défaut (la femme ne remettant pas la convocation).

Ce n'est qu'après, lorsqu'il est trop tard, que le mari est prévenu.

Nombreuses sont les réponses qui signalent des faits qui seraient comiques, ainsi qu'on l'a fait remarquer, si la chose n'était si triste au fond.

Un ouvrier tisseur de la Seine-Inférieure, qui ne sait ni lire, ni écrire, a acheté trois vieux volumes usagés, d'une valeur de 0 fr. 60 pièce environ, plus un petit cartel d'une valeur de 8 francs ; le tout représentant environ 10 francs, pour la somme de 60 francs.

Une filature de la Somme signale une ouvrière, saisie pour la somme principale de 21 francs et 30 francs pour les intérêts. Cette saisie était occasionnée par son

(1) Cons. sup. du travail, *op. cit.*, p. 435.

non-paiement de trois traites ayant pour but le recouvrement du prix de 23 francs que le vendeur lui a fait signer pour une petite montre d'une valeur de 6 à 8 francs au plus. « L'élément comique ne manque pas non plus, ajoute le rédacteur de la réponse : cette montre ne marche pas (1). »

Une manufacture de l'Etat dans la banlieue de Paris, déclare qu'une maison de province, sous prétexte de lui vendre de la toile, exploita littéralement son personnel féminin dans le courant de 1896.

Un grand nombre des ouvrières qui s'étaient laissées séduire par l'appât d'une prime gratuite (service de table composé d'une nappe et de 6 serviettes) et la facilité de se libérer par petits paiements échelonnés, se virent ensuite, pour un simple retard de versement, poursuivies par ministère d'huissier, et astreintes à subir des retenues de salaires grossies de frais relativement importants (2).

Dans les discussions du Conseil supérieur du travail en 1900, ce fut un concert unanime pour flétrir les agissements des marchands à crédit. M. Dalle s'écrie : « Nous voulons qu'on protège la bonne foi de l'ouvrier, non pas contre le bon crédit, mais contre cette espèce de chantage et d'abus de confiance qui n'a de crédit que le nom.

« J'ai vu l'autre jour, à Rouen, ajoute-t-il, une femme

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 36 et 37.

(2) *Ibid.*, p. 37 et 38.

ayant acheté à tempérament, une machine à coudre 250 francs qui en valait bien 40, elle redevait 8 francs ; mais il était dit dans le contrat, et c'est du reste stipulé dans tous les contrats de ce genre, que l'individu qui paraît être l'acquéreur n'est que le dépositaire ; que si le débiteur ne paye pas intégralement à échéance, le créancier peut reprendre l'objet et le revendre.

Eh bien, cette femme, qui avait payé 4 ou 5 fois la valeur de l'objet, se l'est vu arracher pour les 8 francs qu'elle redevait.

C'est ce qui arrive aussi pour les petits titres de Bourse, les obligations qui se vendent encore aujourd'hui de 10 à 20 francs. Celui qui vend conserve le titre ; quand il a reçu deux fois et plus sa valeur, par exemple si l'acquéreur ne peut payer le solde, on revend le titre à la Bourse, et c'est le débiteur qui redoit encore de l'argent, après avoir payé cependant 250 francs de plus-value (1). »

Tels sont les agissements des marchands de vin et magasins de vente à crédit.

Il est évident qu'il y a là un abus criant et qu'un des griefs les plus fondés que l'on a pu formuler contre la loi de 1895, est celui d'avoir favorisé le développement de ces entreprises néfastes.

(1) Conseil supérieur du travail, *op. cit.*, p. 434.

§ 3. — Avantages de la loi de 1895 (1).

La loi du 12 janvier 1895, malgré les inconvénients qui viennent d'être exposés, a cependant des partisans. Sur 817 réponses fournies à l'enquête, 69 demandent le maintien pur et simple de cette loi. C'est donc que ceux qui les ont rédigées lui trouvent des avantages.

Quels sont-ils ? Ils peuvent tous se résumer en cette opinion : que la saisissabilité est la base fondamentale du crédit de l'ouvrier. « Nous estimons, écrit le directeur d'une Compagnie houillère, qu'il n'y a pas lieu d'abroger la loi. Le crédit considérable dont jouissent et profitent la plupart de nos ouvriers chez leurs fournisseurs, serait certainement réduit et leur situation aggravée par l'abrogation de la loi. »

Le directeur d'un grand magasin de vente à crédit écrit : « Le crédit amène l'ouvrier à l'épargne et l'éloigne du cabaret. »

« Les sommes qu'il paye aux maisons de crédit sont représentées chez lui par des vêtements et du linge, ainsi que par des meubles qui lui rendent l'intérieur agréable et l'y retiennent. »

« Or, les maisons de crédit, comme la mienne, ne vendront plus à l'ouvrier, lorsque son salaire sera devenu insaisissable. Il ne lui restera donc, pour sa femme et ses enfants que l'hôtel meublé, et pour lui le cabaret. »

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 48.

D'après les réponses des créanciers, les frais ne sont un peu élevés qu'à l'égard des débiteurs récalcitrants qui ne savent pas « se prêter sans morosité à l'exécution de la procédure ».

Enfin la loi de 1895 serait favorable aux créanciers intéressants : propriétaires, petits commerçants. C'est ainsi que le directeur d'une manufacture de tabacs écrit : « J'estime que le fournisseur est aussi digne d'intérêt que l'ouvrier et qu'il convient de conserver au premier le moyen de se faire payer. »

Et un tisseur de la Loire ajoute : « Il est pour nous rationnel qu'en fin de compte le petit commerce (boulangers et épiciers surtout) puisse se garantir, après plusieurs réclamations restées sans effet, auprès de l'ouvrier qui lui doit souvent depuis deux ou trois ans, et surtout si cet ouvrier quitte sa commune. »

Postérieurement à l'enquête, et quelques jours avant la discussion de la proposition de la commission sénatoriale, les syndicats de la boulangerie, de la boucherie et de la charcuterie de Nancy, avaient adressé à la Haute Assemblée une protestation dont il a déjà été question : « Si vous voulez, y était-il dit, conserver le crédit à l'ouvrier qui n'a généralement qu'un mobilier insuffisant pour garantir le paiement des loyers, il faut donner la contrainte sur les salaires. C'est ce droit de contrainte qui a permis jusqu'alors le droit au crédit, à cinq ou six millions de travailleurs dont les salaires n'ont pourtant pas été saisis-arrêtés. L'ouvrier et l'em-

ployé savent qu'en achetant, ils donnent à leurs créanciers le droit de pouvoir frapper leurs salaires d'oppositions. C'est cette menace qui, bien autant que la conscience, fait tenir les engagements. Leur marchand leur vend, car il sait qu'il acquiert un droit de contrainte sur leur salaire, de même, pour un propriétaire qui loue un logement à crédit. Pratique-t-on pour cela une saisie-arrêt ! non, mais le débiteur sait qu'on peut le faire (1). »

Tels sont les avantages que les partisans du maintien de la loi de 1895 sans modification font valoir à l'appui de leur thèse.

En résumé, l'application de la loi de 1895 a soulevé beaucoup plus de critiques que de marques d'approbation. Les partisans de l'insaisissabilité des salaires ont, au cours de l'enquête de 1899, formulé les griefs que l'on peut faire à cette loi et même les partisans de la saisissabilité des salaires sont d'avis qu'il y a lieu de modifier la législation actuelle et ne l'ont pas ménagée.

Il n'y a que 69 réponses sur 817 qui vantent les avantages de la loi de 1895. Mais, là encore, il y a lieu de remarquer que ce que louent les rédacteurs de ces réponses, c'est le crédit résultant pour l'ouvrier de la saisissabilité de son salaire. Or cela n'est pas l'œuvre de la loi de 1895, bien au contraire.

Dans ces conditions, pour être logiques avec eux-

(1) Savary, rapport au Sénat, n° 163 ; p. 10, *Journal officiel* du 21 nov. 1902, p. 1154.

mêmes, ceux qui considèrent la saisissabilité comme un bien auraient dû, eux aussi, demander l'abrogation de cette loi qui limite, dans une si large mesure, les effets de la saisie-arrest.

Il est donc évident que la loi de 1895 doit être réformée, car ses avantages, s'ils existent, ne sont pas apparents, et ses inconvénients sont tels que M. de Montgolfier a pu en dire, devant le Conseil supérieur du travail « que tout le monde demanderait, s'ils persistaient, à revenir à la situation antérieure qui en définitive était bien meilleure » (1).

Une question reste à trancher : dans quel esprit doit être faite cette réforme ? Cela fera l'objet de la seconde partie de cette étude.

(1) Conseil sup. du travail, *op. cit.*, p. 421.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

S'il est vrai que la grande majorité de ceux qui ont donné leur avis sur la loi de 1895 sont partisans d'une réforme, l'accord n'existe plus lorsqu'il s'agit du principe qui doit présider à cette réforme.

Il y a, en effet, deux courants d'opinions définis par la circulaire même du Ministre du Commerce qui a ouvert l'enquête de 1899 :

« Les partisans de l'insaisissabilité s'appuient sur cette considération : que les frais mis à la charge du débiteur, quelle que soit la procédure plus ou moins simplifiée qui sera adoptée, demeurent considérables et n'aboutissent qu'au prélèvement d'un seul dixième à répartir souvent entre un grand nombre de créanciers.

« Les partisans du principe établi par la loi de 1895, croient au contraire que l'insaisissabilité absolue, loin de constituer une mesure protectrice, aurait plutôt pour résultat d'aggraver la condition de l'ouvrier en lui enlevant toute possibilité de crédit (1). »

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. XVII.

Tels sont donc les deux principes que l'on peut adopter pour la réforme de la loi de 1895 : ou bien déclarer que le salaire de l'ouvrier sera insaisissable, ce qui est une solution très nette, qui supprime la question, plutôt qu'elle ne la résout ; ou bien conserver le principe de la saisissabilité d'une partie des salaires et petits appointements, et s'attaquer simplement à la procédure en vue de la simplifier et de la rendre moins onéreuse.

Auquel de ces deux partis s'arrêter ? C'est là le but visé par l'enquête de 1899 qui « est entreprise auprès des grandes Compagnies, grands établissements industriels et commerciaux ».

Les projets de réforme proposés peuvent donc se diviser tout naturellement en deux groupes :

- 1° Celui des partisans de la saisissabilité des salaires ;
- 2° Celui des partisans de l'insaisissabilité.

C'est dans cet ordre que nous les étudierons.

CHAPITRE PREMIER

RÉFORMES PARTIELLES LAISSANT SUBSISTER LE PRINCIPE DE LA SAISISSABILITÉ.

§ 1. — Variété de solutions proposées.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que certaines réponses à l'enquête du ministère du commerce, repoussant toute idée de réforme, ont déclaré que la loi de 1895 devait être conservée telle qu'elle est.

Il est inutile de s'arrêter à ces réponses, car ceux qui les formulent sont souvent en contradiction avec eux-mêmes : le chiffre des frais dont ils fournissent la statistique est aussi élevé que celui des partisans de l'insaisissabilité et, par conséquent, s'ils ne proposent pas de remède, ils n'en ont pas moins signalé le mal.

A côté d'eux se placent ceux qui, tout en partant du même principe, à savoir que la saisissabilité est plus équitable et nécessaire au maintien du crédit et le crédit conforme à l'intérêt même de l'ouvrier, constatent cependant les inconvénients de la loi de 1895 et proposent plusieurs réformes partielles.

La plupart des solutions proposées tendent à simplifier la procédure, le plus possible, afin de diminuer les frais qui pèsent si lourdement sur le débiteur saisi. Les

uns proposent la suppression du ministère de l'huissier, les autres la réduction des frais de main-levée et de répartition (1).

Ces réformes sont illusoires, ainsi que le constate la majorité des membres du Conseil supérieur du travail : plus on diminuera les frais, plus on rendra la saisie facile et plus on aggravera la situation de l'ouvrier. En effet, si l'on supprime le dernier obstacle qui arrête le créancier, l'acte d'huissier, rien ne l'empêchera plus de poursuivre son débiteur pour des sommes insignifiantes et la saisie deviendra de plus en plus ce qu'elle est déjà : un mode ordinaire de recouvrement.

À côté de ces solutions, qui ont été reprises par divers parlementaires, et sont passées dans les propositions de loi votées en 1898 à la Chambre et en 1906 au Sénat, il y a d'autres réformes projetées par les partisans de la saisissabilité qui les rapprochent singulièrement de ceux de l'insaisissabilité (1).

La moitié des réponses favorables au maintien du principe de la saisissabilité, soit 117, expriment l'avis qu'il convient de limiter la saisissabilité à certaines natures de créances. Parmi elles plusieurs veulent refuser le secours de la saisie-arrêt à certains créanciers, comme les marchands de vin et les magasins de vente à crédit ; d'autres vont encore plus loin et veulent réserver le bénéfice de la saisie-arrêt exclusivement au profit

(1) *Ibid.*, p. 55 et suiv. et 67 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 80.

de certains fournisseurs de produits de première nécessité : bouchers, boulangers, etc., par exemple (1).

A vrai dire les rédacteurs de ces dernières réponses sont plutôt des partisans de l'insaisissabilité avec certaines restrictions admises très souvent (2).

Enfin d'autres réformes particulières ont été fréquemment demandées : que le mari ne soit pas en tous cas responsable des dettes souscrites par sa femme, sans sa signature ; que la saisie arrêt du salaire des enfants pour dettes du père, et celle du salaire de la femme pour dettes du mari, soient également entourées de garanties ; qu'aucune saisie ne soit autorisée, s'il n'y a pas titre, sans que le titre ait été établi contradictoirement et en présence du débiteur à saisir ; que les petites dettes ne puissent valablement motiver la saisie.

On a proposé en outre, dans l'enquête, de limiter les effets de la saisie-arrêt ; par exemple certains rédacteurs de réponses estiment qu'on ne devrait laisser le droit de saisie s'exercer que pour un chiffre maximum de dettes : 100 ou 150 francs par créancier, chiffre qui serait déterminé suivant la nature de la créance ; ou bien encore un créancier ne pourrait pas saisir pour une somme supérieure au quart du salaire mensuel, ou au montant de 30 ou 40 jours de salaires.

D'autres rédacteurs de réponses voudraient la détermination d'un minimum insaisissable, par exemple

(1) *Ibid.*, p. 81.

5 francs par jour ou la réduction de la partie saisissable à un vingtième.

On a souvent reproché aussi à la loi de 1893 d'avoir trop restreint les pouvoirs du juge de paix et on a proposé d'étendre ces pouvoirs quant à l'application et aux bases de la saisie.

Ainsi que le fait constater M. Fontaine, devant le Conseil supérieur du travail : « La saisie-arrêt est devenue de droit, quand il y a dette, sans autorisation même du juge quand il y a titre... la procédure des saisies-arrêts est, pour ainsi dire, devenue automatique. »

C'est contre cet état de choses que plusieurs établissements consultés en 1899 voudraient réagir.

Une société de mines et fonderies du Puy-de-Dôme « estime que la part du salaire saisissable ne devrait pas être fixée irrévocablement, et, qu'entre un maximum et un minimum déterminés par le législateur, le tantième à saisir pourrait être laissé à l'arbitrage du juge de paix qui le fixerait en tenant compte de la nature de la créance, des charges de famille et du gain des débiteurs, et des circonstances dans lesquelles la dette aurait pris naissance (1) ».

D'autres voudraient que le juge de paix repousse la saisie, si l'ouvrier est en chômage et si la retenue doit réduire le salaire à moins de 0 fr. 75 par jour et par membre de la famille.

(1) *Ibid.*, p. 82.

Une société industrielle du Nord propose d'accorder, par une loi, aux juges de paix, le pouvoir de décider, d'après les coutumes du pays, quelles sont les fournitures nécessaires à la vie de l'ouvrier et de sa famille, lesquelles seraient seules admises au bénéfice de la saisie-arrêt (1).

Le directeur d'un grand établissement financier désire que le soin d'établir la distinction entre les créances donnant ou ne donnant pas le droit de saisie-arrêt, soit laissé au juge de paix qui serait maître d'accorder ou de refuser l'autorisation nécessaire, et ce, alors même qu'il y aurait titre ; cas auquel le magistrat est aujourd'hui dessaisi en vertu de l'article 6.

Enfin il convient de signaler une opposition faite au Conseil supérieur du travail par M. Mezzonier, constatant l'inégalité flagrante qui existe entre la situation d'un commerçant insolvable et celle d'un ouvrier qui ne peut acquitter sa dette ; le commerçant ou l'industriel réunissant ses créanciers et, avec un pourcentage plus ou moins important, obtenant un règlement définitif avec eux, alors que l'ouvrier au contraire est poursuivi sans merci par ses créanciers jusqu'à complet remboursement. L'orateur fait remarquer qu'il a tenté l'expérience, à la suite de saisies opérées sur le salaire de ses ouvriers, de réunir leurs créanciers et de leur faire des propositions analogues à celles que fait un commerçant à ses

(1) *Ibid.*, p. 82.

créanciers, et qu'il a obtenu par ce moyen, dans bien des cas, la remise des deux tiers, et même des trois quarts de ce qui était dû par l'ouvrier. Il propose alors au Conseil supérieur du travail de faire quelque chose dans ce sens sous la direction du juge de paix. Les dettes alimentaires de l'ouvrier pourraient être privilégiées et on tenterait de ménager un arrangement entre l'ouvrier et ses créanciers (1).

**§ 2. — Propositions de lois, déposées au Sénat
et à la Chambre des députés.**

La question de la réforme de la loi de 1893 a été posée plusieurs fois devant les Chambres.

I. — La première proposition est celle de MM. Basly, Charpentier, Defontaine, Lamendin, Coget, Desfarges, Sirot-Mallez, Weil-Mallez, Hayez, députés, le 25 novembre 1897.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs du projet de loi montraient à la Chambre, en s'appuyant sur les exemples fournis par M. d'Hooghe, juge de paix du canton de Lens, que la loi de 1893, loin d'avoir amélioré le sort des ouvriers, a aggravé leur situation. « Nous pensons, disaient-ils en terminant, qu'une plus longue application de la loi du 12 janvier 1893 serait funeste aux intérêts des humbles que nous avons mission de protéger. »

(1) Cons. sup. du trav., *op. cit.*, p. 430.

Ils formulaient ensuite leur proposition dans les termes suivants :

ART. 1^{er}. — Sont supprimés les frais de répartition et de droits d'enregistrement pour les main-levées prévues par la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés. »

ART. 2. — « La cession du second dixième des appointements et traitements visés par l'article 1^{er} de la même loi ne sera valable que si la déclaration de céder est écrite et légalisée par le maire de la commune sur la demande du débiteur. »

Comme on le voit, cette proposition vise deux choses : d'une part supprimer certains frais, répartitions et droits d'enregistrement et, d'autre part, entourer de garantie la cession du dixième prévue par la loi, afin d'éviter les surprises et de mettre un terme aux « abus de commerçants peu scrupuleux qui surprennent la bonne foi de l'ouvrier et lui font signer, sans qu'il s'en doute, une autorisation de saisie du dixième saisissable et la cession de la quotité disponible » (1).

II. — Le 10 décembre 1897, M. Odilon-Barrot déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à remédier aux inconvénients résultant des distributions par contribution.

Dans l'exposé des motifs, il faisait remarquer que « souvent, à raison de la minimité de la somme saisie, celle-ci est complètement absorbée par les frais ».

(1) Basly, *op. cit.*, n° 2840.

Il critique la proposition Basly en déclarant qu'elle ne ferait qu'atténuer les effets de la loi sans les faire disparaître entièrement.

Au lieu de proposer de supprimer les frais de répartition et d'enregistrement, M. Odilon-Barrot, estime qu'il est préférable de s'attaquer à la répartition elle-même.

Son système consiste à faire une obligation au juge de paix de surseoir à la répartition, tant que les sommes à distribuer n'atteignent pas un minimum prévu, au lieu de lui en donner simplement la faculté, comme le fait l'article 11 de la loi de 1895, et ce minimum, il propose de l'élever de 20 à 25 pour cent.

Son projet de loi est ainsi rédigé :

« ARTICLE UNIQUE. — La loi du 12 janvier 1895 est complétée comme suit :

« La retenue sur le salaire des ouvriers, gens de service, employés, commis et fonctionnaires, visés par la présente loi, ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une distribution par contribution, qu'autant qu'en égard au nombre des créanciers opposants au jour de l'ouverture de la contribution et au montant de leurs créances, il restera pour les créanciers, après prélèvement de fait de tous les frais de la contribution, y compris ceux de production et de bordereau, un dividende minimum de 25 0/0 calculé sur le capital réuni aux intérêts non prescrits (1). »

(1) Odilon-Barrot, *op. cit.*, n° 2888.

III. — Enfin, à cette époque se place la proposition de loi de M. Plichon (13 janvier 1898), qui demande la proclamation de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des salaires et que nous étudierons dans un chapitre ultérieur (1).

La Chambre, avant de passer à la discussion de ces trois propositions, les renvoya à sa commission du travail chargée de les examiner et de faire un rapport.

Cette commission, composée de 32 membres, sous la présidence de M. Bovier-Lapierre, chargea M. Rose, son rapporteur, de soutenir ses conclusions à la séance du 21 mars 1898.

Ce rapport, après avoir examiné les projets Basly, Odilon-Barrot et Plichon, trouve trois solutions en présence : 1° déclarer le salaire incessible et insaisissable ; 2° maintenir le dixième saisissable et supprimer le dixième cessible ; 3° conserver les dispositions de la loi de 1895, mais en prenant les mesures indispensables pour améliorer la procédure de saisie-arrêt, pour en diminuer les frais, et aussi pour empêcher que la cession ne puisse être faite à l'insu du débiteur et en dehors de sa volonté clairement manifestée.

C'est à cette dernière solution que la commission s'est arrêtée. Ici, M. Rose formule les arguments que fourniront plus tard, à l'enquête, les partisans du principe de la loi de 1895 contre l'insaisissabilité, et pour

(1) Plichon, *op. cit.*, n° 3181.

sauvegarder la dignité et le crédit de l'ouvrier, demande le maintien de la quotité de salaire saisissable et cessible.

On trouve même dans son rapport un argument qu'on ne rencontre guère ailleurs.

Envisageant les conséquences qu'aurait pour l'ouvrier la perte de crédit qui découlerait, d'après lui, tout naturellement, de l'insaisissabilité, le rapporteur s'écrie :

« Ne craignez-vous pas alors qu'en ces jours profondément troublés où la grève bat son plein, où la surexcitation est grande, où la lutte pour la vie prend un caractère si âpre et si violent, l'ouvrier, privé de tout, souffrant de la faim, ne se laisse entraîner aux pires excès et ne prenne de force ce qu'il ne pourrait obtenir autrement. N'y aurait-il pas là, tout au moins, une cause nouvelle et indirecte d'excitation au pillage et à la violence. »

Passant ensuite à l'examen des réformes qu'il convient d'adopter, le rapporteur déclare que la commission croit avoir réduit au minimum les frais de la procédure de saisie-arrêt et des répartitions qui en sont la conséquence en décidant : « Qu'aucune saisie-arrêt ne pourrait être faite qu'après une tentative d'arrangement devant le juge de paix. — Que l'exploit de saisie-arrêt délivré par l'huissier serait supprimé et remplacé par une lettre recommandée envoyée par le greffier au tiers saisi.

Qu'en cas de non-comparution, de non-arrangement

et toutes les fois que la créance ne serait pas contestée, le juge de paix devrait autoriser la saisie-arrêt. »

Enfin, elle a décidé que les tiers saisis pourraient valablement se libérer des sommes retenues par un versement trimestriel, entre les mains du greffier, lequel deviendrait en quelque sorte le syndic chargé de toutes les opérations de saisie-arrêt et de distributions ultérieures. — La commission proposait encore de prendre des mesures pour diminuer le nombre et les frais de répartition.

Tel est en résumé l'économie du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 21 mars 1898 par la commission du travail et voté sans modification par la Chambre des députés le 1^{er} avril 1898 (1).

(1) Ch. des Députés, session de 1898, n° 3131, annexe au P. V. du 21 mars 1898.

(1) *Proposition de loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.*

La Chambre des Députés a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 12 janvier 1895 est complété comme suit :

« Art. 2.

« La cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix de son domicile.

« Le greffier fera mention de la déclaration sur le registre exigé par l'article 14 et adressera sans délai une notification, par lettre recommandée, au débiteur, des salaires, appointements ou traitements, ou à son représentant préposé au paiement dans le lieu où travaille le cédant.

« La retenue sera opérée sur cette seule notification.

« Le créancier cessionnaire ne sera pas admis à participer, en

IV. — La proposition de loi adoptée par la Chambre des députés fut transmise au Sénat qui la renvoya à l'examen d'une commission composée de MM. Chovet,

vertu de la même créance, à la distribution du dixième saisissable. »

ART. 2. — Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17 et 18 de la loi du 12 janvier 1895 sont modifiés comme suit :

ART. 6. — La saisie-arrêt prévue par l'article premier ne pourra être pratiquée, même s'il y a titre, qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi et après une tentative d'arrangement. A cet effet, le juge de paix convoquera les parties devant lui, au moyen de lettres recommandées adressées par le greffier à huit jours d'intervalle de l'envoi à la comparution.

« Les conditions de l'arrangement seront, le cas échéant, consignées dans un procès-verbal sommaire dressé par le juge de paix assité du greffier.

« A défaut d'arrangement, s'il n'y a pas de contestation sur l'existence ou le chiffre de la créance, ou si le débiteur ne s'est pas présenté, le juge de paix permettra la saisie-arrêt et énoncera dans son ordonnance la somme pour laquelle elle sera formée.

« Dans le délai de trois jours francs, le greffier avisera le tiers saisi ou son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition. Il adressera également un avis recommandé au débiteur, lorsque celui-ci ne se sera pas présenté pour la tentative d'arrangement amiable.

« Ces avis contiendront : 1° la date de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt ; 2° les nom, prénoms, profession et domicile du créancier saisissant, du débiteur et du tiers saisi ; 3° l'évaluation de la créance faite par le juge de paix.

« Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements. »

« ART. 7. — Lorsqu'une saisie-arrêt aura été pratiquée, s'il survient d'autres créanciers, leur opposition ne pourra être formée qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix, après une tentative d'arrangement, et en suivant la procédure réglée dans l'article 6.

« En cas de changement de domicile, le créancier saisissant ou intervenant devra déclarer, au greffe, sa nouvelle résidence, et il en sera fait mention, par le greffier, sur le registre exigé par l'article 14.

« ART. 8. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi

président et rapporteur, Ponthier de Chamaillard, secrétaire, Lourties, Silhol, Savary, de Casabianca, Antony Ratier, Macherez, Maxime Lecomte.

pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi par une déclaration, qui sera mentionnée sur le registre de l'article 14.

« Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera : 1^o au saisi, 2^o au tiers saisi, 3^o à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître, devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

« A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel, dans la limite de sa compétence, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante, à moins qu'il ne l'ait faite au préalable par lettre recommandée, adressée au greffier. Cette déclaration ne sera pas exigée lorsque les versements, prévus à l'article 10 ci-après, auront reçu un commencement d'exécution.

« Le tiers saisi qui ne comparaitra pas ou qui n'aura pas fait sa déclaration sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés.

« Art. 9. — Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

« L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 14.

« Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas de jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier.

« Art. 10. — Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre ou dans les quinze jours qui suivront l'époque où les retenues cesseraient d'être opérées, le tiers saisi versera au greffe, entre les mains du greffier chargé de la procédure, le montant des sommes

C'est cette commission qui insista auprès du ministre du commerce pour qu'il prescrivît une enquête.

Le 19 novembre 1901, M. Chovet déposait, au nom

retenues ; il sera valablement libéré sur la seule quittance du greffier. Cette disposition s'applique aux comptables de l'Etat, des départements et des communes.

« Le tiers saisi, en opérant son versement, remettra au greffier une note indicative du nom du débiteur et de la somme versée.

« Lorsque le tiers saisi n'aura pas effectué son versement à l'époque ci-dessus fixée, il pourra y être contraint en vertu d'une ordonnance qui sera rendue d'office par le juge de paix et dans laquelle le montant de la somme à verser sera énoncé.

« L'ordonnance sera notifiée par le greffier, sous pli recommandé, dans les trois jours de sa date. Le tiers saisi aura huit jours, à partir de cette notification, pour former opposition au moyen d'une déclaration au greffe qui sera portée sur le registre spécial. Il sera statué sur cette opposition conformément aux règles de compétence et de procédure contenues dans les articles 8 et 9 ci-dessus.

« L'ordonnance du juge de paix, non frappée d'opposition dans le délai de huitaine, deviendra définitive. Elle sera exécutée à la requête du débiteur saisi ou du créancier le plus diligent, sur une expédition délivrée par le greffier et revêtue de la formule exécutoire.

Art. 11. — Après l'expiration des délais de recours contre le jugement de validité, la répartition des sommes encaissées sera faite au greffe par le juge de paix assisté du greffier.

« Le juge devra surseoir à la convocation des parties intéressées, sauf pour causes graves résultant notamment du décès ou de la cessation des services du débiteur saisi, tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de trente-cinq pour cent (35 0/0) au moins. S'il y a somme suffisante et si les parties ne se sont pas amiablement entendues au greffe pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit et dressera un procès-verbal indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées à chaque ayant droit.

« Les sommes versées aux ayants droit par le greffier seront

de la commission, un rapport très documenté, et concluait, après examen des résultats de l'enquête, à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires des ouvriers et petits employés.

quittancées sur le procès-verbal.

« Toute partie intéressée pourra réclamer, à ses frais, une copie ou un extrait de l'état de répartition.

« Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur ou jusqu'à la mainlevée donnée par les créanciers.

« Dans l'un et l'autre cas, un avis recommandé sera adressé au tiers saisi par le greffier.

« *Art. 12.* — Le juge de paix qui aura autorisé la saisie-arrêt restera compétent, même lorsque le débiteur saisi aura transporté sa résidence dans un autre canton, aussi longtemps que des salaires ou appointements seront payés à ce dernier par le tiers saisi, et qu'il n'aura pas été procédé à une saisie-arrêt dans le canton de la nouvelle résidence.

« Lorsque ces conditions ne seront pas remplies, le tiers saisi remettra au greffier le solde des sommes retenues en vertu de la saisie-arrêt primitive, et il sera fait une répartition qui mettra fin à la procédure.

« *Art. 14.* — Il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le juge de paix, et sur lequel seront mentionnés tous les actes, d'une nature quelconque, décisions et formalités auxquels donnera lieu l'exécution de la présente loi.

« *Art. 15.* — Tous les actes et décisions visés dans l'article 14 seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les lettres recommandées sont exemptes de tout droit de timbre et d'enregistrement, et jouissent de la franchise postale.

« *Art. 16.* — Les greffiers ne pourront conserver plus de mille francs sur le montant des sommes dont ils seront comptables. Ils verseront le surplus au préposé à la Caisse des dépôts et consignations de leur arrondissement, qui leur ouvrira un compte courant spécial. Ils opéreront leurs retraits pour les besoins des répartitions, sur leur simple quittance, en justifiant de l'autorisation du juge de paix.

« Ils pourront opérer leurs versements ou leurs retraits par l'in-

La discussion s'engagea au Sénat au cours des séances des 18, 20, 25 novembre 1902.

Au nom de la minorité de la commission, M. Savary déposa un contre-projet qui était la reproduction de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, maintenant le principe de la *saisissabilité* et de la *cessibilité* des salaires. MM. Th. Girard et Legrand appuyèrent ce contre-projet.

Malgré les efforts de M. Trouillot, ministre du commerce, le Sénat vota par 198 voix contre 61 le renvoi du contre-projet de M. Savary à la commission, avec la signification que ce renvoi était un échec pour le principe de l'*insaisissabilité* et de l'*incessibilité*.

termédiaire du percepteur des contributions directes le plus rapproché de leur résidence.

« Le juge de paix devra procéder à une vérification mensuelle de la comptabilité du greffier.

« *Art. 17.* — Un règlement d'administration publique déterminera les émoluments à allouer aux greffiers pour la dresse des actes et l'accomplissement de toutes les formalités prévues par la présente loi, ainsi que pour le maniement de fonds leur incombant à raison des versements effectués par les tiers saisis.

« *Art. 18.* — Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi. »

ART. 3. — Il est ajouté à la loi du 12 janvier 1895 un article 19 ainsi conçu :

« *Art. 19.* — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} avril 1898

Le Président,

Signé : G. ISAMBERT.

Les Secrétaires,

Signé : J.-B. ABEL, Henry COCHIN, Jean CODET.

Dans la réunion de la commission qui suivit cette décision du Sénat, M. Chovet, ne se trouvant plus qualifié pour en présider les débats, donna sa démission et fut remplacé, comme président par M. Maxime Leconte, et comme rapporteur par M. Savary.

Ce dernier déposa son rapport à la séance du 9 juin 1905, et y annexa par la suite une nouvelle rédaction adoptée par la commission dans sa séance du 29 juin 1906, modifiant, sur certains points, le texte adopté en première délibération par le Sénat, à la séance du 3 novembre. Cette seconde rédaction fut adoptée définitivement le 22 novembre 1906 (1).

Ce sont ces pièces que nous allons analyser, réservant l'étude du rapport de M. Chovet pour le chapitre ultérieur, où il sera traité de l'insaisissabilité et de l'incensibilité des salaires.

Après un bref historique de la question, M. Savary critique les résultats de l'enquête du Ministère du Commerce et s'efforce de démontrer qu'il a été procédé à cette enquête « dans des conditions défectueuses telles que cette consultation devait rester à peu près sans valeur ». Il fait remarquer qu'on a omis de consulter beaucoup de syndicats patronaux, en particulier ceux des commerces ou industries d'alimentation, par exemple le Syndicat général de la boulangerie française, ceux de la boulangerie, de la boucherie et de la charcuterie de Nancy.

(1) *Journal officiel*, 49, 21, 25 nov. 1902.

Puis reprenant un à un les griefs formulés contre la loi de 1895, il essaye de les réfuter ou de démontrer que le projet de loi voté par la Chambre les fait disparaître, par exemple : l'exagération des frais.

Enfin il exhorte le Sénat à voter le projet, avec quelques modifications seulement. C'est ce que fit la Haute Assemblée à la date du 3 novembre 1905, mais elle ordonna une seconde délibération ; et, le 2 novembre 1906, elle votait le projet de loi à nouveau, mais avec les modifications demandées (1).

Les différences qui existent entre le projet adopté en première, et celui voté en seconde délibération, portent presque exclusivement sur les frais.

Le tableau suivant, publié par M. Savary, à la fin de son rapport, établit nettement la progression de la diminution des frais.

Nombre de créanciers	Loi de 1895	Proposition de la Chambre des Députés	Proposition adoptée par le Sénat en 1 ^{re} délibéra- tion (3 nov. 1905)	Proposition nouvelle de la Com- mission (votée le 22 nov. 1906)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	16,30	10,50	8 »	4,90
2	34 »	22 »	14 »	9,50
3	58,10	38,50	21 »	14,70
4	88,60	48,50	27,50	17 »
5	125,50	58,50	33,50	19,30

(1) *Journal officiel*, 23 novembre 1906, p. 1170.

Dans le projet de la Chambre des députés, l'article 17 prévoyait un règlement d'administration publique, pour déterminer les émoluments à allouer aux greffiers, pour les actes et diligences de toute nature.

Avec les deux nouvelles propositions votées par le Sénat, c'est la loi elle-même qui fixe le tarif des émoluments des greffiers.

La principale différence qui existe entre ces deux textes, consiste dans l'abaissement de ce tarif. Dans la proposition la plus récente, la lettre recommandée est taxée 0 fr. 30 au lieu de 0 fr. 50, le procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation 0 fr. 50 au lieu de 1 franc, etc., etc.

De plus, d'après l'article 15 de cette même proposition, non seulement les lettres recommandées, mais aussi les procurations et les quittances données au cours de la procédure sont exemptes de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Proposition Sirot (29 mars 1900) (1). — Le but de la proposition de loi de M. Sirot est de faire préciser par le législateur ce qu'il entend par traitement, afin de soustraire cette question à l'interprétation des tribunaux.

L'honorable M. Sirot fait remarquer qu'il n'est pas équitable de faire entrer dans le calcul du traitement, les indemnités touchées par les employés et ouvriers,

(1) Ch. des députés (1900), n° 1558.

non pas en rémunération de leur travail, mais simplement à l'occasion de leur travail, comme l'indemnité de logement accordée à l'agent que l'on ne peut loger. « Ce n'est, fait remarquer l'auteur du projet, ni une faveur, ni un avantage qui est concédé à l'instituteur qui est obligé de vivre là où il exerce sa profession ; pas plus que le paiement au commis-voyageur de ses frais d'hôtel. »

Allant même plus loin, M. Sirot propose aussi de ne pas comprendre dans les appointements ou les salaires : les gratifications et les sommes touchées par l'employé, comme bénéfices sur ses ventes. Ces versements ne lui semblant pas faits en rémunération du travail produit, mais à l'occasion, et comme conséquence de ce travail.

La proposition de M. Sirot est ainsi formulée :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 est complété de la manière suivante : « Ne seront comprises dans les appointements ou le traitement, comme aussi dans le salaire, que les sommes perçues directement en rémunération du travail produit, ou de la fonction exercée.

« Ainsi, n'en feront pas partie, les gratifications, le tant pour cent sur les ventes, et autres indemnités. »

CHAPITRE II

L'INSAISSABILITÉ ABSOLUE DES SALAIRES.

Parmi les solutions proposées pour remédier aux inconvénients de la loi de 1895, signalés par l'enquête de 1899, la plus simple, mais aussi la plus radicale, consiste à immuniser les salaires et petits traitements en les déclarant insaisissables.

D'après les partisans de ce système, il n'y aurait pas place pour une solution intermédiaire, puisque le législateur estime que le droit commun, en matière de saisie-arrêt, ne peut convenir aux ouvriers et aux petits employés.

Il faut déclarer les salaires et petits traitements insaisissables, non pas seulement en partie, mais en totalité. Il y a, disent-ils, un cercle vicieux d'où il est impossible de sortir autrement qu'en adoptant le principe de l'insaisissabilité absolue.

En effet, les frais de procédure sont trop élevés et grèvent trop lourdement les débiteurs, ouvriers et petits employés, cela est constaté par l'enquête.

Mais, si on diminue ces frais et que l'on simplifie la procédure de saisie-arrêt, on rend pire encore la situation de ceux que l'on veut ainsi protéger, car on ren-

verse la seule barrière qui arrête la plupart des créanciers. N'ayant aucun risque à courir, aucune avance à faire, ceux-ci poursuivront l'ouvrier pour des dettes dérisoires, ne tenteront aucune conciliation, traqueront sans merci un débiteur momentanément gêné qu'ils auraient ménagé sans cela.

Les frais, pour une affaire, auront diminué sans doute, mais le nombre des saisies aura tellement augmenté que le montant des sommes payées par la classe ouvrière, pour frais de procédure, sera considérablement accru. Le résultat viendra donc à l'encontre du but visé. Les partisans de ce système sont persuadés que la proclamation du principe de l'insaisissabilité s'impose, mais ils trouvent d'autres motifs d'adopter ce principe, dans la législation française antérieure à la loi de 1895, dans les législations étrangères actuelles, dans la jurisprudence et dans les usages et règles que suivent beaucoup de chefs d'industries.

§ 1. — L'insaisissabilité n'est pas contraire aux principes généraux de notre droit en matière de saisie.

A premier examen, il semble que l'insaisissabilité des salaires ne puisse se concilier avec les principes généraux de notre droit en matière de saisie. Les termes mêmes de l'article 2092 sont catégoriques : « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. »

Il est certain que ce texte est très affirmatif et ne paraît comporter aucune exception. Cependant de nombreuses lois spéciales prévoient des dérogations à ce principe. Il en existait même avant le Code civil que les rédacteurs de l'article 2092 ont laissé subsister.

C'est ainsi que certaines classes de citoyens jouissent déjà de l'insaisissabilité complète de leur traitement.

1^o *Dispositions législatives.*

a) *Salaires des marins et matelots.* — Suivant l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745, § 2, les gages et les salaires des matelots sont insaisissables de la part des habitants des villes maritimes (1), mais c'est là une faveur qui ne peut être étendue au capitaine, au pilote et aux officiers marinières.

Le règlement général du 17 juillet 1816, article 37, a une portée plus étendue : « Les parts de prises des marins, comme leurs salaires, sont insaisissables, sans égard aux réclamations ou oppositions formées par ceux qui se prétendraient porteurs d'obligations desdits marins, si ce n'est pour dettes contractées par eux ou par leurs familles, à titre de : loyer, subsistances et vêtements ; et ce, du consentement du commissaire des classes, lequel en aura préalablement fait apostille sur les registres et matricules des gens de mer (2). »

Enfin l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1842 déclare

(1) *Saisie-arrêt*, *op. cit.*, annexe, V. p. 119. — *Dall. Pér.*, 70.377.

(2) *Dalloz, Rép.*, V^o *Organisation maritime*, p. 1678.

que : « Sont considérées comme dispositions d'ordre public auxquelles il est interdit de déroger par des conventions particulières, les prescriptions des actes ci-dessous indiquées, savoir : ... ordonnance du 1^{er} novembre 1745... Article 37 de l'ordonnance du 17 juillet 1816... Les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 seront appliquées à tout marin faisant partie de l'équipage d'un navire de commerce (1). » La jurisprudence (Tribunal de commerce du Havre, 29 avril 1869, D. P. 70.3.77) étend même le bénéfice de l'insaisissabilité complète des salaires, à tous les employés qui servent à bord des transatlantiques (commissaires, comptables, cuisiniers, femmes de chambre, domestiques).

b) *Traitement des ecclésiastiques*. — L'arrêté du 18 nivôse an XI (8 janvier 1803) déclare les traitements des ministres du culte catholique insaisissables dans leur totalité (2), et l'article 6 du l'arrêté du 15 germinal an XII (5 avril 1804) accorde la même faveur aux ministres du culte protestant (3).

Par analogie, la doctrine affirmait qu'il en était de même depuis la loi du 8 février 1831 instituant un traitement en faveur des ministres du culte israélite, à l'égard de ces derniers (Dalloz, *Répertoire*, V^o *Culte*, n^o 735, p. 925) (4).

(1) Tripier, *Codes et lois*, p. 305.

(2) *Bulletin des lois*, III.

(3) Dalloz, *Rép.*, V^o *Culte*, p. 696.

(4) *Ibid.*, n^{os} 470, 720 et 735, p. 925.

Ces dispositions, cependant, ne sont plus en vigueur depuis la loi du 9 décembre 1905.

c) *Pensions militaires.* — Les pensions militaires sont insaisissables, ainsi que le déclare, pour l'armée de terre, l'article 28 de la loi du 11-14 avril 1831 reproduit textuellement par l'article 30 de la loi du 18 avril-11 mai 1831 relative à l'armée de mer. Ces articles sont ainsi conçus (1).

« Les pensions militaires et leurs arrérages, sont incessibles et insaisissables : excepté dans le cas de délit envers l'Etat ou dans les circonstances prévues par les articles 203 et 205 du Code civil. Dans ces deux cas, les pensions militaires sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant pour cause de débet, et le tiers pour aliments. »

La restriction apportée en ce qui concerne les articles 203 et 205 du Code civil n'atténue en rien la valeur du précédent, car les partisans de l'insaisissabilité admettent souvent cette exception relative aux aliments. La faveur de l'insaisissabilité est demandée pour permettre à l'ouvrier de vivre et de subvenir à l'entretien des siens ; il est donc logique que ces derniers aient un recours contre l'ouvrier qui ne s'acquitterait pas de l'obligation alimentaire et détournerait son salaire de la destination que le législateur a visée en édictant des mesures de protection spéciales.

Pensions civiles. — Aux termes de l'article 26 de la

(1) *Ibid.*, V^o *Pension*, n^o 764.

loi du 9 juin 1853, « les pensions civiles sont incessibles. Aucune saisie ou retenue ne peut être opérée, du vivant du pensionnaire, que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'Etat ou pour les créances privilégiées aux termes de l'article 2101 du Code civil, et d'un tiers dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code » (1).

Là encore les exceptions visent des cas particuliers. L'article 2101 est relatif aux privilèges généraux sur les meubles, à savoir : les frais de justice, les frais funéraires, les frais de dernière maladie, les salaires des gens de service et les fournitures de subsistance. Quant aux autres articles ils visent l'obligation alimentaire.

Allocations de la Légion d'honneur. — Par application des mêmes lois, les allocations de la Légion d'honneur sont également insaisissables.

Traitements des préposés de la Régie. — Aux termes de la loi du 22 août 1792, les traitements fixes, gratifications, émoluments des préposés de la Régie étaient déclarés insaisissables, sinon pour leurs aliments et logements pour la dernière année (2).

g) *Autres traitements insaisissables.* — Enfin on trouve dans le *Répertoire Dalloz*, mot *Traitement* (p. 622, n° 176), l'énumération suivante de traitements qui ne peuvent être saisis pour aucune partie :

(1) *Dalloz Périodique*, 53.4.98 et *Dalloz, Rép.*, V° *Pension*, n° 98, p. 786.

(2) *Dalloz, Rép.*, V° *Douanes*, p. 555.

1° Les sommes allouées aux directeurs des contributions directes à titre de frais de bureau et pour la confection des matières cadastrales (décis., 22 janvier 1838) ;

2° Les sommes allouées aux contrôleurs des contributions directes à titre de frais de tournées et pour leur concours aux mutations cadastrales (décis. min., 19 octobre 1839) ;

3° Les sommes allouées à titre d'indemnités, pour frais de tournée aux vérificateurs et contrôleurs d'armes de la garde nationale (arr. min., 17 janvier 1845, instr. 1845) ;

4° Les sommes allouées aux inspecteurs généraux, aux recteurs et inspecteurs d'académie et aux autres fonctionnaires pour frais de tournée ou missions (instr. 1845, art. 114) ;

5° Les sommes allouées aux agents consulaires pour frais d'établissement (décis. min., 29 septembre 1849) ;

6° Les sommes ordonnancées mensuellement au profit des conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées pour frais de déplacement et de découcher (règlement, 16 septembre 1843; sur la Compt. du min. des trav. publ., p. 116) ;

7° Les sommes aux agents des bâtiments civils et aux géomètres en Algérie pour indemnités de déplacement et de tournées (Fasquel, *Code des payeurs*) ;

8° Les sommes payées à titre de frais de tournées aux conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts (décis. min., 21 février 1853) ;

9° Les sommes ordonnancées au nom des commissaires de police à titre de frais de bureau ou de tournées (lettre min., 2 mars 1855) ;

10° Les sommes ordonnancées au profit des médecins coloniaux en Algérie pour remboursement du prix de médicaments à distribuer gratuitement aux indigents, en exécution des arrêtés ministériels des 21 janvier et 5 décembre 1853 (décis. min fin., 9 mai 1853).

11° Les allocations ordonnancées au nom des directeurs des fermes-écoles pour les indemnités des frais de nourriture, blanchissage, médicaments, etc., laissés à leur charge, et celles pour couvrir les frais d'entretien du trousseau des élèves (décis., 3 juin 1851) ;

12° Le salaire des sous-employés civils près des comptables des subsistances militaires en Algérie, lequel est payé par jour comme celui des simples ouvriers (Fasquel, *Code des payeurs*) ;

13° Enfin les sommes allouées aux nourrices par l'administration des hospices pour la nourriture des enfants trouvés (Fasquel, *Code des payeurs*).

L'insaisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers et petits employés ne serait donc pas, si elle était adoptée, contraire aux principes généraux de notre droit en matière de saisie-arrêt. Ainsi qu'on le voit par les exemples cités, l'article 2092 comporte depuis longtemps de nombreuses exceptions. Ausurplus, si l'on essayait d'invoquer contre l'insaisissabilité le respect dû aux principes de notre droit, il conviendrait de

retourner le même argument contre la loi de 1895. N'a-t-elle pas en effet déclaré le salaire de l'ouvrier insaisissable pour les 9/10 ? Or les adversaires de l'insaisissabilité sont presque tous partisans de cette loi.

Mais on peut même aller plus loin et soutenir que l'insaisissabilité des salaires ne serait que l'application des principes énoncés dans les articles 581, 582 et 592 du Code de procédure civile.

Le législateur, en effet, aux termes de ces articles, met à l'abri de la saisie du créancier ce qui lui semble indispensable à la subsistance même du saisi : les provisions alimentaires, le coucher du saisi, celui de ses enfants vivant avec lui, les habits dont le saisi est vêtu et couvert, les livres relatifs à sa profession, jusqu'à la somme de 300 francs, à son choix, les machines et instruments servant à l'enseignement pratique ou exercice des sciences et arts jusqu'à concurrence de la même somme et au choix du saisi, les équipements des militaires suivant l'ordonnance et le grade, les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles, les farines et menues denrées nécessaires à la consommation du saisi et de sa famille pendant un mois. Enfin une vache ou trois brebis, ou deux chèvres, au choix du saisi, avec les pailles, fourrages et grains nécessaires pour la litière et la nourriture desdits animaux pendant un mois.

Ne peut-on pas soutenir que, par voie de conséquence, le salaire est déclaré, par le même fait, lui aussi insaisissable ?

Qu'est-ce donc, en effet, que le salaire ou petit traitement, sinon le produit du travail effectué avec les « outils laissés à l'artisan », ou bien avec les « machines et outils laissés au saisi », ou bien le produit de l'exercice de sa profession que l'on ne veut pas entraver, puisqu'on lui laisse les « livres nécessaires à cet exercice » ?

Si le créancier peut saisir le salaire ou le petit traitement, à quoi servent les outils, machines, instruments et livres laissés au débiteur ? Ce ne sont pas des denrées alimentaires ? Pour qu'ils servent à la subsistance du saisi, il faut que le saisi puisse transformer son travail en aliments, et il ne peut le faire qu'en échangeant son salaire contre des denrées.

Il est donc de toute nécessité de lui laisser la libre disposition de ce salaire, qui semble bien être implicitement déclaré insaisissable par la loi.

Dira-t-on que le législateur n'a pas sous-entendu cela, et qu'il convient d'interpréter à la lettre l'article 592 ?

Soit ! eh bien ! alors, le lait produit par la vache, les 3 brebis ou les deux chèvres est saisissable et le créancier peut s'en emparer, car enfin il faut un peu de justice et de logique : puisque la loi ne veut pas que l'outil de l'artisan le nourrisse, pourquoi la vache du cultivateur le nourrirait-elle.

2^e Jurisprudence antérieure à 1895.

Antérieurement à la loi de 1895, les tribunaux se reconnaissaient le droit de déclarer insaisissable, en tota-

lité ou en partie, le salaire ou petit traitement dans la mesure où ils l'estimaient nécessaire à la subsistance du saisi.

Aussi a-t-on pu dire, non sans raison, que la loi de 1895 avait dans bien des cas rendu pire la situation de l'ouvrier. En effet, tel ouvrier, dont le salaire est juste suffisant à sa subsistance et à celle des siens, jouissait, avant 1895, de l'insaisissabilité absolue, alors que depuis la loi de 1895 le dixième de son salaire est saisissable.

La jurisprudence, il faut le reconnaître, n'a pas toujours été fixée dans le même sens.

Antérieurement à 1859, elle décidait que les salaires et traitements du débiteur, étaient le gage du créancier et que celui-ci pouvait le saisir dans sa totalité (Cass. req., 22 novembre 1853, D. P. 53.1.321 ; Douai, 13 mai 1853, D. P. 54.5.668 ; Bordeaux, 24 mars 1858, D. P. 59.2.6).

Mais, à partir de 1859, elle entre dans une nouvelle voie et déclare insaisissables les salaires et traitements ou pertes de salaire ou de traitement qui lui semblent nécessaires à l'existence du saisi.

Il convient de citer les sommaires ou même certains attendus des principaux arrêts rendus de 1859 à 1895.

1° *Cour de Rouen*, 26 mars 1859 (D. P. 59.2.159) (Affaire Dazier).

L'insaisissabilité établie par l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 pour les gages des matelots et par le décret des 4-22 mars 1852 pour ceux de tout marin faisant par-

tie de l'équipage d'un navire de commerce ne s'étend pas aux salaires des pilotes côtiers.

La saisie-arrêt ne peut frapper que ce qui n'est pas absolument indispensable à la subsistance du saisi et au soutien de sa famille.

De plus elle n'a effet, lorsqu'elle est pratiquée sur le salaire d'un pilote côtier, que sur ce qui revient à ce pilote, distraction faite des retenues destinées à la caisse des invalides de la marine, à la caisse de retraite des pilotes, à l'armement de la barque, et aux hommes de l'équipage.

2^e Cour de cassation, *Chambre civile*, 40 avril 1860 (Affaire Beurnier, D. P. 60.1.166).

La Cour,

Attendu que pour déclarer Beurnier non recevable en sa demande tendant à ce que les sieur et dame V... fussent déclarés débiteurs purs et simples des causes de la saisie-arrêt par lui pratiquée, entre leurs mains, sur les traitements et salaires par eux dus à Leroy, garde particulier de leurs propriétés : le tribunal de première instance de Senlis s'est fondé sur ce que les traitements et salaires étaient insuffisants pour les besoins du débiteur et la subsistance de sa nombreuse famille : qu'ils lui avaient été journallement payés et qu'ils avaient un caractère alimentaire ;

Que ces motifs suffisent à motiver sa décision ;

Que, s'il est vrai, en effet, que les traitements des employés des particuliers et les salaires des ouvriers ne

sont pas déclarés insaisissables par la loi, il appartient néanmoins aux juges, en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, d'apprécier si ces traitements ou salaires, en raison de leur nature et de la position du débiteur, peuvent être considérés comme alimentaires et à ce titre être affranchis, soit pour partie, soit même pour le tout, suivant les circonstances, des effets de la saisie ;

D'où il suit qu'en décidant, dans les faits de la cause, que les traitements et salaires de Leroy étaient insuffisants pour ses besoins et pour la subsistance de sa nombreuse famille et en déclarant, par ce motif, Beurrier non recevable en sa demande, le jugement attaqué n'a violé aucune loi ;

Rejette.

3^o *Cour de Caen*, 21 janvier 1869 (D.P. 74.5.440) (Hilbé c. Hilbé).

Sommaire. — Les tribunaux peuvent déclarer insaisissable une fraction des salaires des ouvriers et des gages domestiques de manière à assurer l'existence du débiteur et de sa famille (C. civ., 2092 ; C. proc. civ., 581).

4^o *Cour de cassation*, *Ch. des Requêtes*, 29 mai 1878 (Paulier c. Dousset et Desjacques, D.P. 79.1.21).

La Cour,

.... Sur le deuxième moyen pris de la fausse application des articles 1244 du Code civil, 580 et 581 du Code de procédure civile :

Attendu que, si les traitements des employés des par-

ticuliers et les salaires des ouvriers ne sont pas déclarés insaisissables par la loi, il appartient aux tribunaux d'apprécier si ces traitements ou salaires peuvent être considérés comme alimentaires et affranchis à ce titre, soit pour partie, *soit pour le tout*, des effets de la saisie-arrest ;

Attendu que la détermination de la quotité des sommes saisies qui doit être réservée au débiteur est laissée à l'appréciation du fond ;

Par ces motifs. — Rejette.

5^o *Cour de Bordeaux, 11 mars 1892* (Aff. Bourrier c. Durand et Toyre, D.P. 92.2.597).

La Cour,

.... Attendu sur le troisième grief que si les traitements et salaires des ouvriers ou autres employés ne sont pas expressément déclarés insaisissables par la loi, il appartient néanmoins aux tribunaux d'apprécier, si, à raison de leur insuffisance, ils ne présentent pas un caractère strictement alimentaire qui doit les mettre à l'abri de la saisie.

Enfin cet arrêt de la Cour de cassation, postérieur à la loi de 1895, qui résume la jurisprudence.

6^o *Cour de cassation, Ch. des Requêtes, 18 février 1895* (Raclot c. Barret, D. P. 1895.1.345).

La Cour,

.... Attendu que si, à l'époque où est intervenue la décision attaquée, du 18 juillet 1893, les salaires n'étaient pas déclarés insaisissables par la loi, il appar-

tenait aux tribunaux d'apprécier si ces salaires pouvaient être considérés comme alimentaires et affranchis, à ce titre, soit pour le tout, soit pour partie, des effets de la saisie.

3° *Doctrine.*

La doctrine, elle aussi, estimait qu'il y avait lieu de déclarer les salaires insaisissables, lorsqu'ils étaient nécessaires à la subsistance du saisi. Nombreux sont les auteurs qui se prononcent en ce sens. Un d'entre eux, M. Garsonnet, a appuyé son opinion d'arguments décisifs qu'il nous semble utile de citer :

« Aux termes de l'article 1244 du Code civil, les tribunaux ont le droit d'accorder dans certaines circonstances un délai de grâce au débiteur ; par analogie, ne doit-on pas leur permettre de restreindre les effets de la saisie-arrêt pratiquée sur lui ; sans doute, l'article 581 du Code de procédure civile ne rend insaisissables les sommes dues pour aliments que dans certains cas ; mais, d'autre part, l'article 592 du Code de procédure civile, nos 2 et 4, interdit de saisir sur le débiteur ce qui est nécessaire à l'exercice de sa profession, et, à *fortiori*, ce qui lui est nécessaire pour vivre ; cette idée a une portée trop générale pour ne pas être appliquée à toute espèce de saisie.

« Comme on l'a très bien fait remarquer, le produit du travail du débiteur ne peut servir de gage au créancier de ce dernier que déduction faite de ce qui est la

condition même, la charge, si l'on veut, du travail accompli ; de ce qui est nécessaire au débiteur pour subsister.

« C'est ce motif qui nous touche le plus et qui fournit à la jurisprudence une base véritablement solide ; et, à ce point de vue, nous pensons que, même pour un créancier alimentaire, la partie insaisissable devrait être respectée (1). »

§ 2. — Législations étrangères.

La plupart des législations étrangères admettent l'insaisissabilité des salaires, mais toutes ne le font pas de la même manière.

Les unes édictent l'insaisissabilité totale, d'autres l'acceptent aussi, mais seulement jusqu'à un certain chiffre fixé par la loi, enfin un troisième groupe adopte le système de l'insaisissabilité partielle.

L'insaisissabilité totale est appliquée : en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, en Norvège et au Brésil.

Allemagne. — En Allemagne, après l'abolition de la contrainte par corps en 1868 (Loi du 29 mai 1868) (2), le Bundesath et le Reichstag de la Confédération de

(1) Garsonnet, *Traité de procédure*, t. III, n° 550, p. 503. — Voir aussi en ce sens : Dalloz, *Jurisp. gén.*, V° *Saisie-arrêt*, nos 178 et suiv. ; Dalloz, *Jurisp. Suppl.*, V° *Saisie-arrêt*, n° 75 ; Bioche, *Dict. proc. civ.*, V° *Saisie-arrêt*, n° 63 ; Chauveau, *Les lois de la procédure, Suppl.*, Quest. nos 1924 et 1984 ; Rousseau et Laisney, *Dict. proc.*, nos 250 et suiv. ; Boulet et Dubouloz, *Code de la saisie-arrêt*, n° 200 et 201 ; Dodo, *Théorie et pratique de la saisie-arrêt*, n° 113.

(2) *Bull. Soc. lég. comp.*, 1874, p. 253 et s., 187 et suiv.

l'Allemagne du Nord, avaient voté une loi du 13 mai 1869, devenue, depuis, commune à tout l'Empire d'Allemagne (*Gesetz betreffend die Beschlagnahme der Arbeit oder Dieustlohn*), et dont les dispositions ont été reproduites, d'une manière presque identique, par la loi autrichienne du 29 avril 1873.

Cette loi du 13 mai 1869 n'établit pas, à proprement parler, l'insaisissabilité du salaire ; elle décide que la rémunération (salaires, appointements, honoraires) ne pourra être saisie qu'après le jour où elle aurait pu être payée suivant la loi, le contrat ou l'usage.

La saisie est donc aux mains du salarié, et, ainsi que le fait remarquer l'honorable M. Chovet devant le Sénat, on aboutit, en fait, à l'insaisissabilité, d'autant plus que, d'après l'article 2 de la loi, ces dispositions ne peuvent être limitées ou exclues par convention.

Enfin l'article 749 du Code de procédure civile du 30 janvier 1877 décide que : « Sont insaisissables : 1° les salaires des ouvriers et serviteurs, d'après les dispositions de la loi de l'Empire du 21 juin 1869 (1)... ; 8° les traitements et émoluments des personnes attachées à titre permanent au service d'un particulier (§ 4, n° 4 de la loi de l'Empire du 21 juin 1869) ne sont soumis à la saisie, qu'autant que leur montant total excède la somme de 1500 marcs par an » (2).

(1) *Bundes-Gesetzblatt*, 1859, p. 242 et 1871, p. 63.

(2) Collection des principaux codes étrangers. Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne, p. 255.

Il y a, il est vrai, une restriction, mais elle est généralement admise par la plupart des partisans de l'insaisissabilité absolue, c'est celle relative aux dettes alimentaires. En effet, dans le cas des deux alinéas précédents, la saisie est admise, sans égard à la somme, lorsqu'elle est demandée dans l'intérêt de l'épouse ou des enfants légitimes du débiteur, en vue d'acquitter les aliments qui leur sont nécessaires pour le temps qui suit l'introduction de la demande, et pour le dernier trimestre qui l'a précédé.

Angleterre. — L'act du 14 juillet 1870, appelé « The Wages attachment abolition act », déclare insaisissable « le salaire des domestiques, laboureurs et ouvriers », art. 1^{er} (1).

Norvège. — Aux termes de la loi du 29 mars 1890, aucune saisie ou exécution ne peut avoir lieu, pour les gens de services et les ouvriers, sur leurs gages et salaires échus depuis moins de douze semaines ; en outre, tout salaire et traitement peut être déclaré insaisissable, dans la mesure où il est nécessaire à l'entretien du débiteur et de sa famille. Ces règles comportent des exceptions concernant le paiement des impôts et des obligations alimentaires (2).

Brésil. — L'insaisissabilité absolue des salaires y est aussi la règle.

L'Autriche, la Hongrie et l'Espagne déclarent aussi le

(1) *The public general statutes*, 1870, p. 221.

(2) Chovet, *op. cit.*, p. 77.

salaire insaisissable, mais seulement lorsqu'il n'atteint pas une limite fixée par la loi (1).

Autriche. — La loi du 29 avril 1873 « concernant les mesures conservatoires et d'exécution, sur les rémunérations des ouvrages ou services personnels », établit une différence, selon qu'il s'agit de salaire quotidien ou de salaire de durée.

Dans le premier cas (art. 1^{er}), les traitements, honoraires, salaires quotidiens, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du tiers seulement.

Dans la second cas (art. 2), au contraire, lorsqu'il s'agit de services professionnels de durée, c'est-à-dire de ceux dont la durée est fixée par la loi, la convention ou l'usage à une année au moins, ou de ceux dont la durée n'est pas limitée, le salaire est insaisissable en totalité, s'il n'excède pas une valeur de 600 florins par an, et il n'est saisissable que sur l'excédent, s'il est d'une valeur supérieure.

Il convient de remarquer que, même dans le premier cas, on aboutit, en fait, à l'insaisissabilité totale, puisque l'article 3 déclare qu'il ne pourra être procédé, sur la part de la rémunération fixée à l'article 1^{er} à aucune mesure conservatoire ou d'exécution : 1° avant la livraison des travaux et la prestation complète des services ; 2° avant l'expiration du jour de l'échéance suivant la loi, le contrat ou l'usage. La saisie est donc aux

(1) Chovet, *op. cit.*, p. 77.

main du salarié, surtout étant donné que, d'après l'article 5, il ne pourra être dérogé par conventions particulières aux dispositions des articles 2 et 3.

Le minimum de salaire visé par l'article 2 a été élevé de 600 à 800 florins par une loi du 26 mai 1888 (1).

Hongrie. — Le salaire ne peut être saisi que pour la quotité supérieure à un florin 50 par jour aux termes de l'article 62 de la loi sur la procédure civile du 1^{er} juin 1881 (2).

Espagne. — La saisie des appointements, gages ou salaires inférieurs à 6 francs par jour est interdite.

Enfin la Suisse, la Russie, la Belgique, le Luxembourg et les Etats de l'Amérique du Nord, ont adopté le système de l'insaisissabilité partielle (3).

Suisse. — La loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et faillite : Titre 3 « De la poursuite par voie de saisie », décide, dans l'article 93, que « les salaires, traitements et autres revenus provenant d'emplois, les usufruits et leurs produits, les aliments, les pensions de retraite, ne peuvent être saisis que déduction faite de ce que le préposé estime indispensable au débiteur et à sa famille ». La portion de salaire saisissable étant indéterminée, on peut avec ce système aboutir, dans certains cas, à l'insaisissabilité absolue (4).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 242 (loi traduite et annotée par M. Léon Lyon-Caen, avocat à Paris).

(2) Chovet, *op. cit.*, p. 77.

(3) Chovet, *op. cit.*, p. 77.

(4) *Ibid.*, p. 78. *Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 623 (notice et notes de M. Thaller).

Russie. — Avant 1895, l'insaisissabilité absolue des salaires était la règle. Mais un avis du Conseil de l'Empire, approuvé le 22 mai 1895, décide que « lors de chaque paiement de son salaire à l'ouvrier de fabrique ou d'usine, un tiers au plus, s'il est célibataire, et un quart, s'il est marié ou veuf avec des enfants, peut être retenu pour l'acquittement de l'impôt » (1).

Belgique. — Loi du 18 août 1887 : « Relative à l'insaisissabilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers » : *Art. 1^{er}* : Ne pourront être cédées pour plus de deux cinquièmes, ni saisies pour plus d'un cinquième, les sommes à payer aux ouvriers et gens de services, du chef de leurs salaires. Toute stipulation contraire est nulle. — *Art. 2.* Il en sera de même pour les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des administrations publiques, des marchands et autres particuliers, pour autant que leurs appointements ne dépassent pas 1.200 francs par an. — *Art. 3.* La présente loi ne concerne pas les cessations et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. Ces articles se rapportent à l'obligation alimentaire (2).

Luxembourg. — La loi du 19 juillet 1895, décide que les salaires des ouvriers et gens de services, lorsqu'ils ne

(1) *Ibid.*, année 1896, p. 688 (*Notice générale sur les lois promulguées en 1895*, par M. le comte Jean Kapnist, conseiller d'Etat de l'Empire de Russie).

(2) *Ibid.*, année 1888, p. 611.

dépassent pas 6 francs par jour, ne peuvent être cédés pour plus d'un cinquième, ni saisis pour plus d'un dixième. S'ils dépassent cette somme, ils ne peuvent être cédés pour plus de deux cinquièmes, ni saisis pour plus d'un cinquième (article 1^{er}) (1).

Etats de l'Amérique du Nord. — Les Etats de l'Amérique du Nord, soit les Etats de l'Union, soit le Canada, admettent généralement l'insaisissabilité partielle. Par exemple, une loi de l'Etat de Québec, du 22 juillet 1888, modifie une loi de 1881 qui n'établissait l'insaisissabilité que pour la moitié des salaires et déclare insaisissables, jusqu'à concurrence des trois quarts, les salaires des « ouvriers payés à la journée, à la semaine ou au mois, y compris tous ceux qui font un travail manuel dans les usines ou manufactures (2).

Il résulte donc de ce rapide examen des législations étrangères, qu'en cette matière la France se classe plutôt parmi les nations timides et que de nombreux pays ont déjà adopté, depuis longtemps même, le principe de l'insaisissabilité absolue des salaires.

Il convient cependant de relever immédiatement une observation que l'honorable M. Savary faisait à la séance du Sénat du 20 novembre 1902, et qui serait de nature à singulièrement diminuer la portée de l'argument tiré de l'exemple des législations étrangères.

« Il y a en Allemagne et en Angleterre, disait-il, une

(1) *Id.*, même page. *Annuaire de législation étrangère*, 1896, p. 485.

(2) Chovet, *op. cit.*, p. 79.

disposition de la loi, qui atténue sensiblement la bénignité apparente de la législation sur la saisie-arrêt, c'est tout simplement la contrainte par corps » (1).

Cette remarque est-elle exacte.

Cela n'apparaît pas, si l'on consulte le *Supplément du Répertoire*, Dalloz, V^o *Contrainte par corps*, p. 682. Après avoir signalé que, sous l'influence des idées libérales qui ont amené, en France, le vote de la loi du 22 juillet 1867, la législation de la plupart des pays a été remaniée, l'auteur fait remarquer que ceux-là constituent l'exception, où la contrainte par corps est encore une mesure d'exécution générale et de droit commun (2).

Seuls les Pays-Bas, la Russie, la Grèce, certains Etats de l'Union américaine, le Portugal, admettent encore la contrainte par corps comme voie d'exécution générale en matière civile et commerciale.

En Angleterre, deux acts de 1869 décident que : tout débiteur ne peut être incarcéré qu'en cas de *fraude* et de *mauvaise volonté évidente*, et cela, pendant une durée maxima de 10 semaines, s'il est débiteur de moins de 50 livres sterling, et pendant 2 ans au maximum, si sa dette est plus élevée. Enfin un act de 1871 interdit d'assigner le débiteur hors de son district.

En Allemagne, la contrainte par corps a été abolie en matière civile par une loi du 29 mai 1868 et le nouveau Code de procédure civile du 30 janvier 1877 décide que

(1) *Journal officiel*, 21 nov. 1902, p. 1155.

(2) Dalloz, *Suppl.*, V^o *Contrainte par corps*, p. 682.

la contrainte par corps ne peut être exercée en matière civile que : 1° (art. 355) contre le témoin récalcitrant ; 2° (art. 773) contre le débiteur condamné à une prestation qui ne peut être exécutée par un tiers ; 3° (art. 782, 711, 709) pour l'obtention d'un serment révélateur.

La contrainte par corps n'est donc pas tout à fait abolie en matière civile dans ces deux pays, mais elle est réservée à des cas tout à fait exceptionnels.

En Autriche, la contrainte par corps a été abolie comme voie d'exécution en matière civile et commerciale par la loi du 4 mai 1868.

En Belgique, elle a été supprimée en matière civile et commerciale par la loi du 27 juillet 1871.

La remarque de l'honorable M. Savary est donc loin d'avoir l'importance que l'on pourrait croire, et l'exemple des législations étrangères conserve toute sa force, spécialement celui des législations des deux grandes nations industrielles voisines : l'Angleterre et l'Allemagne.

§ 3. — Application en France du principe de l'insaisissabilité.

Même en France, malgré la loi de 1895, il existe de nombreux établissements qui appliquent, en fait, le principe de l'insaisissabilité absolue des salaires. Ce sont ceux qui renvoient l'ouvrier si, dans un délai déterminé (de 24 heures à 30 jours), il ne s'est pas arrangé avec ses créanciers. Ces établissements sont assez nom-

breux, puisque dans l'enquête de 1899 on en signale 53. Sans doute, parmi eux, il y en a une dizaine qui prétendent que si, en fait, ils n'admettent pas la saisie d'un de leurs ouvriers, en droit ils n'en sont pas moins partisans du principe de la saisissabilité. Il n'en est pas moins vrai que cette pratique est équivalente à la proclamation de l'insaisissabilité absolue, puisque, dès que la saisie apparaît, le renvoi de l'ouvrier fait cesser le travail de ce dernier et par conséquent rend cette saisie inefficace (1).

§ 4. — L'enquête de 1899.

L'enquête prescrite par M. le Ministre du Commerce pour répondre au désir exprimé, au début du mois d'avril 1899, par la commission sénatoriale chargée d'examiner le projet de loi sur la saisie-arrêt des salaires des ouvriers, employés, etc., voté par la Chambre des députés le 1^{er} avril 1898, avait pour but de savoir comment l'adoption du principe de l'insaisissabilité serait accueillie par les intéressés. Dans la circulaire, dont il adressa environ 2.000 exemplaires aux chefs d'établissements industriels et commerciaux importants, M. Paul Delombre expose que la commission sénatoriale a demandé qu'une enquête fût entreprise « sur la question de savoir s'il y avait lieu de conserver le principe de la loi du 12 janvier 1895, ou si, au contraire, il ne serait pas préférable de substituer le principe de l'insaisissabilité

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. XX, tab. 1, p. 20, 43, 48.

absolue ». C'est donc sur ces bases qu'a été faite l'enquête de 1899 (1).

Les résultats ont été publiés par M. Fontaine, directeur du Travail, dans son rapport consécutif à l'enquête, et ces résultats sont plutôt favorables au principe de l'insaisissabilité, quoiqu'en définitive : « Il n'y ait pas, dit-il, de majorité décisive, soit pour le principe de l'insaisissabilité, soit pour celui de la saisissabilité. » Aussi est-il nécessaire de ne pas s'en tenir au relevé numérique des avis exprimés de part et d'autre, et de corriger les résultats de l'enquête en examinant par qui, et dans quelles conditions les réponses ont été envoyées.

Et d'abord résumons les résultats généraux de l'enquête :

742 réponses proviennent de directeurs d'établissements, employant en totalité, un personnel de 545.597 ouvriers.

Les partisans de l'insaisissabilité sont représentés par 376 établissements avec 246.071 ouvriers ; les partisans de la saisissabilité comptent 335 établissements avec 281.730 ouvriers, et enfin 31 établissements occupant 17.796 ouvriers ont fourni des réponses douteuses (2).

Ainsi que le faisait remarquer M. Savary devant le Sénat, si la majorité des établissements est pour l'insaisissabilité, la majorité des ouvriers est pour la saisissabilité.

(1) *Ibid.*, p. XVII.

(2) *Ibid.*, p. XX.

sabilité. Les résultats de l'enquête ne seraient donc pas décisifs.

Cependant on est amené à considérer ces résultats comme plutôt favorables à l'insaisissabilité absolue, si l'on analyse, avec M. Fontaine, certains des éléments qui sont portés comme favorables à la saisissabilité (1).

En premier lieu, les 70.000 employés de chemins de fer des deux réseaux qui se sont déclarés pour la saisissabilité ne semblent pas dans une situation telle qu'on puisse juger la loi de 1895 par les effets qu'elle a eus sur eux. En effet, ainsi que le fait remarquer l'administration d'un de ces réseaux : les employés de chemins de fer ont une position beaucoup plus stable que les employés de l'industrie privée ; ils ont une retraite assurée, les soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ; ils peuvent se procurer à prix réduits, à l'économat, les objets de première nécessité, tels que les vivres, le vin, le combustible, un grand nombre d'articles de ménage. Ce qu'ils ne peuvent trouver à l'économat, de grands magasins le leur procurent à prix réduits. Ces employés sont donc assez rarement dans la nécessité impérieuse de recourir à des emprunts et il est impossible d'assimiler leur situation à celle des ouvriers de l'industrie privée.

En second lieu, les administrations centrales de certains grands établissements se sont déclarées en faveur

(1) *Ibid.*, p. 88.

de la saisissabilité, alors qu'un nombre plus ou moins considérable de directeurs locaux se prononçaient pour l'insaisissabilité : les réponses, ajoute M. Fontaine, autorisent à croire que la situation inverse ne s'est pas produite.

En troisième lieu, un nombre assez important d'établissements peuvent être considérés comme ralliés au principe de l'insaisissabilité, bien qu'ils figurent dans le groupe des partisans du système contraire : ce sont les partisans de réformes tellement profondes que le principe de la saisissabilité disparaît pour faire place au principe — atténué il est vrai — de l'insaisissabilité. Les établissements, par exemple, qui restreignent la saisissabilité aux dettes dites alimentaires pourraient être confondus dans une certaine mesure avec ceux qui demandent l'insaisissabilité.

En effet, nombreux sont les partisans de l'insaisissabilité qui admettent l'exception en faveur des dettes alimentaires ; l'on pourrait dire que la raison même de l'insaisissabilité est de permettre à l'ouvrier de remplir ses obligations alimentaires.

Nombreux aussi sont les partisans de l'insaisissabilité qui ne réclament pas l'abrogation de l'article 5 de la loi du 12 janvier 1895 affectant un dixième spécial au remboursement des avances faites par le patron.

Ce qui profite encore à la cause de l'insaisissabilité, c'est, ajoute M. Fontaine, cette considération que les partisans de l'insaisissabilité absolue sont d'accord sur

les inconvénients de la législation actuelle et sur les moyens d'y remédier, tandis que les partisans de la saisissabilité ne s'entendent ni sur les résultats qu'a eus la loi de 1895, ni surtout sur les modifications à y apporter (1).

On peut donc dire que l'enquête de 1899 est favorable et grandement favorable à l'insaisissabilité absolue, quoiqu'en apparence, les réponses des partisans et des adversaires semblent se contrebalancer.

Il est vrai qu'il convient de tenir compte des protestations qui furent adressées par plusieurs syndicats de l'alimentation.

C'est ainsi que les membres du Sénat reçurent le 5 mai 1902 une protestation du Syndicat général de la boulangerie française (2).

Ce syndicat a comme adhérents, d'après M. le sénateur Savary, une centaine de syndicats patronaux de France et d'Algérie, de Paris, d'Alger, de Lille, de Marseille, de Rouen, de Nîmes, de Nancy et de Bordeaux.

Dans cette protestation le Syndicat fait remarquer : « Que dans l'enquête qui a précédé le dépôt du projet de loi de M. Chovet, on n'a consulté que les Chambres de commerce composées presque entièrement de gros industriels, en tous cas de grands patrons et les syndicats ouvriers. Seuls les syndicats patronaux et les groupes

(1) *Ibid.*, p. 90.

(2) *J. off.*, 21 novembre 1902, p. 1153.

de commerçants où se trouve plus spécialement représenté le petit patronat qui, étant dispensateur du crédit, est le plus directement intéressé. seuls ces groupements n'ont pas été consultés. »

Cette protestation semble être de nature à diminuer sensiblement la portée de l'enquête de 1899, mais cependant elle n'a peut-être pas toute l'importance qu'on croit devoir lui attribuer.

Il faut remarquer, en effet, ainsi que le signalait M. Trouillot, ministre du commerce, à la séance du 20 novembre 1902 au Sénat :

« Que ce ne sont ni le boucher ni le boulanger qui saisissent le plus souvent. S'ils apparaissent dans les distributions, c'est à la suite des saisies opérées par d'autres, mais dont ils prennent très rarement l'initiative (1). »

Ce fait est, du reste, prouvé par l'enquête et a été établi d'une manière indiscutable par les membres du Conseil supérieur du travail.

§ 5. — Discussions et vœux du Conseil supérieur du travail.

Déjà, en 1889-1890, le Conseil supérieur du travail s'était déclaré partisan de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des salaires, mais pour les salaires et traitements inférieurs à 2.400 francs.

(1) *Ibid.*, p. 1157.

Il fut amené de nouveau, dans ses séances du 16 juin 1900 et du 12 juin 1901, à se prononcer sur la question, la loi de 1895 n'ayant pas donné les avantages que l'on en espérait.

Dans ces séances, le Conseil discuta les résultats de l'enquête de 1899. Ces discussions sont du plus haut intérêt et fournissent une preuve frappante de la nécessité de remédier aux inconvénients signalés, par une mesure radicale.

« Cette preuve est fournie, déclare le Ministre du Commerce à la séance du Sénat du 20 novembre 1902, par le revirement qui s'est produit, sur ce point, au Conseil supérieur du travail.

L'impression a été telle que, dans cette assemblée, réfractaire jusque-là à l'idée de l'insaisissabilité, où siègent des hommes si différents, on a vu par une rencontre heureuse et rare se former l'unanimité pour demander au Parlement d'adopter ce principe (1).

J'imagine, Messieurs, ajoute-t-il, qu'il est peu d'événements aussi frappants et plus de nature à déterminer le sentiment de ceux qui sont chargés de la préparation des lois, que l'accord de ces défenseurs de causes contraires, en lutte ardente sur tant de points, je nomme, par exemple, M. de Montgolfier et M. Jaurès, s'unissant pour formuler le même vœu et pour le déclarer d'un haut intérêt social (2). »

(1) *Ibid.*, p. 1157.

(2) *Ibid.*, p. 1157.

Séance du 16 juin 1900 (1). — C'est à la séance du 16 juin 1900 que fut discutée la question de principe, et c'est à la fin de cette discussion que le Conseil adopta, à l'unanimité, le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité absolues des salaires.

Ces vœux ne furent émis qu'après un échange d'observations, de remarques appuyées d'exemples qui viennent compléter et préciser les résultats de l'enquête de l'Office du travail. Il n'est donc pas sans intérêt de résumer les travaux du conseil.

Au début de la séance, M. Fontaine, directeur du travail et auteur du rapport sur l'enquête de 1899, présenta quelques observations préalables qui sont une critique très habile de la loi du 12 janvier 1895. Il rend compte, dit-il, de certains effets de chocs en retour produits par la loi de 1895.

Commentant les articles 1, 6, 7, 11, 12, 13, 15 de la loi, M. Fontaine montre que « si, malgré certaines améliorations apportées en faveur des ouvriers à l'état de choses antérieur, les saisies se sont trouvées plus nombreuses, c'est parce que la procédure des saisies-arrêts est pour ainsi dire devenue automatique et n'entraîne plus qu'un faible risque pour le créancier saisissant ».

Et il résume les observations qui lui ont permis de tirer ces conclusions en ces mots : « La saisie-arrêt est devenue de droit quand il y a dette, sans autorisation

(1) Cons. sup. du trav., *op. cit.*, p. 415 à 463.

même du juge, quand il y a titre. On sait d'avance que la portion du salaire saisi sera le dixième.

« Les formalités à remplir, les pertes de temps, sont réduites, pour le créancier comme pour le débiteur, au minimum ; enfin les frais sont à peu près nuls pour le créancier saisissant. De plus, dès la première saisie, les oppositions s'abattent sans limite et tout naturellement sur le débiteur saisi. »

Passant ensuite à la question des frais, l'orateur montre que, s'ils ont diminué, ils sont restés encore assez considérables, en valeur absolue, surtout pour les petites dettes qui, depuis la loi de 1894, sont l'objet de fréquentes saisies. De plus le juge évaluant volontiers les frais au-dessus de la somme nécessaire, on arrive à saisir des sommes considérables pour de petites dettes (1).

L'orateur suivant, M. de Montgolfier, se prononça nettement en faveur de l'insaisissabilité absolue (même en ce qui concerne les dettes alimentaires) et de l'insaisissabilité des salaires. D'après lui, les inconvénients de la loi de 1895 sont tels que la situation antérieure était en définitive bien meilleure. La loi a déchaîné sur les ouvriers toute une série de gens de mauvaise foi, d'individus interlopes, vendant à crédit. Toute mesure intermédiaire modifiant la loi serait inefficace.

M. de Montgolfier estime en outre que l'insaisissabi-

(1) *Ibid.*, p. 419.

lité et l'incessibilité, loin de restreindre la liberté de l'ouvrier, ne peuvent au contraire que préserver son indépendance.

La liberté de l'ouvrier est uniquement dans son travail et dans son salaire. « Si vous lui enlevez une partie de ce qu'il gagne, déclare-t-il, vous risquez d'en faire un nomade, celui qu'en terme d'atelier on appelle un rouleur (1). »

M. Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris, tire de l'*Enquête de l'Office du Travail*, deux conclusions : la première, c'est que la situation actuelle est intenable ; c'est la seconde, que la proclamation du principe de l'insaisissabilité est la seule solution efficace.

I. — Le législateur de 1895 voulait assurer le droit à la vie de l'ouvrier, diminuer la complication de la procédure et, par suite, en diminuer les frais. C'est pour cela qu'il a substitué la compétence de la justice de paix à celle du tribunal civil et par là rendu inutile la constitution de l'avoué. Il a aussi réduit à un seul les actes d'huissier possibles. Mais cette simplification de la procédure a eu pour conséquence l'augmentation considérable du nombre des saisies, surtout sur les créances minimales de 10, 5 et 3 francs, ce qui fait que les frais, diminués d'une manière absolue, sont encore, proportionnellement, excessifs.

La loi nouvelle a aussi servi à ce que l'on appelle le

(1) *Ibid.*, p. 421.

mauvais crédit : crédit fait par les marchands de vin et les magasins de vente à crédit.

M. Jay rappelle que l'on a attribué, non sans raison, une part de responsabilité à la loi de 1895 dans l'extension de l'alcoolisme, et cite, d'autre part, des exemples d'abus commis par les grands magasins de vente à crédit.

Une autre conséquence de la facilité de la saisie consiste dans l'immobilisation indéfinie d'une partie du salaire résultant des retenues indéfinies subies par certains ouvriers. Ces retenues sont souvent « le prélude, le signal, la cause de la dégradation et de la déchéance matérielle et morale de l'ouvrier ». Sources de difficultés entre le patron et l'ouvrier, elles incitent ce dernier à devenir un nomade, « un rouleur », à moins que ce ne soit, comme dans certains cas, le patron qui prenne l'initiative de renvoyer son ouvrier sans autre motif.

II. — Quant aux remèdes proposés, M. Jay estime qu'en dehors de la proclamation de l'insaisissabilité absolue, ils aggraveraient tous la situation,

Le projet de loi voté par la Chambre le 1^{er} avril 1898, dont la réforme essentielle consiste à supprimer le seul acte d'huissier maintenu par la loi de 1895, aurait pour effet d'augmenter considérablement le nombre des saisies. En effet, le seul risque que court encore le premier créancier en avançant le coût de cet acte n'existerait plus.

Les frais resteraient donc, quoique diminués au point

de vue absolu, exorbitants, d'une manière relative, comparativement à la majorité des créances pour lesquels ils seraient faits.

L'insaisissabilité est le seul remède efficace. On lui reproche de diminuer ou même de supprimer le crédit de l'ouvrier.

L'orateur remarque que beaucoup de patrons affirment que le bon crédit est avant tout un crédit personnel ; ce n'est pas la possibilité d'une saisie-arrêt qui permet à l'ouvrier de trouver du crédit, ce sont ses qualités morales. — Le bon crédit subsistera ; ce qui sera supprimé, c'est le mauvais crédit. — Du reste l'insaisissabilité existe déjà en Angleterre et en Allemagne : dans ce dernier pays, depuis 1869, jusqu'à 1.500 marks ou 1.875 francs, et sans soulever aucune objection.

M. Jay admet une exception au principe de l'insaisissabilité, en faveur des créances alimentaires ; mais il ajoute que cette exception est dans l'esprit de la règle, puisque le but de l'insaisissabilité absolue est de « permettre au salaire d'assurer l'existence, non pas de l'ouvrier seulement, mais de sa famille, de ses enfants, de ses vieux parents s'ils sont dans l'indigence ».

Enfin, en ce qui concerne la cessibilité, « si admettre l'incessibilité était aller trop loin », il faudrait, à son avis, prendre deux mesures :

1° Déclarer qu'elle ne pourra être accomplie qu'en présence du greffier de justice de paix, ainsi que le décidait un texte voté par la Chambre en 1895.

2° Limiter la période pour laquelle la cession pourrait être faite, à six mois, par exemple, pour éviter les retenues de trop longue durée sur le salaire de l'ouvrier (1).

M. MEYSONNIER déplore l'inégalité flagrante entre la situation d'un commerçant et celle d'un ouvrier insolvable.

Il voudrait que, devant le juge de paix, on réunît les créanciers de l'ouvrier et qu'on leur fît des propositions raisonnables. Lui-même a obtenu, par ce procédé, des règlements amiables dans la plupart des cas (2).

M. MONTEL est d'avis de supprimer totalement les saisies, sauf pour les denrées et dettes alimentaires, car il a le souci de conserver le crédit de l'ouvrier, après une période d'instruction, un mois de chômage ou de maladie (3).

M. DALLE est partisan, non seulement de l'insaisissabilité, mais aussi de l'incessibilité absolue des salaires et appointements des ouvriers et employés.

Il a constaté que la faculté et l'emploi de la saisie-arrêt ne sont pas le fait du créancier ordinaire, mais de ce que l'on pourrait appeler « l'entrepreneur de crédit ». Ce dernier, dont le crédit est l'essence de la profession, spéculé sur l'ignorance de son débiteur, lui fait souscrire un contrat qui constitue en même temps un

(1) *Ibid.*, p. 422 à 430.

(2) *Ibid.*, p. 430.

(3) *Ibid.*, p. 431.

contrat de dépôt, un contrat de vente et une délégation sur le salaire, pour un prix qui représente généralement 2, 3, 5 et 10 fois la valeur de la marchandise livrée. C'est pourquoi M. Dalle veut que l'incessibilité soit prononcée au même titre que l'insaisissabilité.

Quant aux autres fournisseurs, boulangers, épiciers, etc... ils n'agissent que lorsque des saisies sont déjà pratiquées. « Je n'ai jamais rencontré, dit-il, un exemple normal de saisie-arrêt pour une créance d'un caractère certain, légitime : j'ai toujours trouvé l'application de la saisie-arrêt pour créances douteuses, équivoques. » Et il cite de nombreux et impressionnants exemples à l'appui (1).

M. RIOM, lui aussi, est persuadé que l'ouvrier honnête et laborieux trouvera toujours du crédit chez ses fournisseurs. Il signale le caractère déplorable du crédit des débiteurs de boissons et cite l'exemple de marchands de vins qui ont installé une officine où l'on fait le prêt, c'est-à-dire où on avance à l'ouvrier deux ou trois francs sur sa journée, et qui, par ce moyen, prélèvent, sous forme de consommations obligatoires une sorte d'impôt. Cela se passe surtout pour les ouvriers du bâtiment qui sont à la merci de ces débiteurs (2).

M. DEVILLETTE n'est pas partisan de l'insaisissabilité absolue pour dettes et avances faites à l'ouvrier, car il appartient à la catégorie du bâtiment dont les ouvriers

(1) *Ibid.*, p. 432 à 437.

(2) *Ibid.*, p. 437.

arrivent, du département de la Haute-Vienne et de la Creuse, avec la somme strictement nécessaire à leur voyage et ont besoin du crédit du marchand de vin logeur à qui ils n'offrent aucune garantie (1).

M. BRIAT, partisan de l'insaisissabilité, cite l'exemple des professeurs libres qui payent au placier une redevance sur le premier mois. Ce dernier s'arrangerait de manière à obtenir le déplacement du professeur, afin de faire des placements fréquents (2).

M. KEUFER réclame l'insaisissabilité, même à l'égard des boulangers, épiciers, marchands de vin, car rien n'empêche ceux-ci de fournir des alcools qui n'entrent pas dans la catégorie des produits alimentaires. Mais il voudrait que l'on prenne des mesures de solidarité sociale pour qu'aux périodes difficiles la suppression du crédit de l'ouvrier ne le place pas dans une situation inquiétante.

Il cite l'exemple d'une société coopérative de consommation de Blois qui, moyennant un prélèvement mensuel de 0 fr. 10 ou 0 fr. 15 sur les bénéfices réalisés, donne, gratuitement, en cas de maladie ou de chômage, le pain et d'autres produits pendant trois mois à l'ouvrier.

Cependant, même en l'absence de ces mesures, il a la conviction que les fournisseurs n'hésiteront pas à faire du crédit aux bons travailleurs.

(1) *Ibid.*, p. 440.

(2) *Ibid.*, p. 441.

M. JAURÈS se résigne à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires à cause des frais énormes de procédure. Mais il ne s'y résigne pas sans tristesse ni sans quelque humiliation, car il lui est pénible de voir frapper toute une classe de salariés d'une sorte d'incapacité.

Il préférerait des solutions négatives, pour remédier aux abus signalés, par exemple : constituer des bureaux de placement pour rendre impossibles les officines louches, et prendre des mesures pour atteindre les maisons de crédit et les empêcher de tendre des pièges aux ouvriers.

« Réduire la classe ouvrière à trop de prudence, à trop de parcimonie, ce serait peut-être affaiblir le niveau des salaires qui se proportionnent au niveau des besoins. »

Cependant, à son avis, il y a nécessité de décréter l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires ; mais il faut déclarer que ce n'est là qu'une mesure provisoire en attendant la législation nouvelle (1).

M. MOREAU estime qu'en supprimant la saisie-arrêt on supprime le vilain crédit, c'est-à-dire le vol organisé. « Il n'y a pas là, dit-il, de crédit véritable, mais une porte ouverte à des escrocs et à des voleurs. Le crédit doit intervenir à la suite de la maladie et du chômage, et c'est précisément à ce moment qu'il disparaît, parce que les escrocs, voyant qu'ils n'ont plus de garantie, se refusent à faire des avances. »

(1) *Ibid.*, p. 443.

Quand il n'y aura plus de saisie-arrêt, l'ouvrier apprendra à boucler son budget, à mener une vie régulière ; il retrouvera précisément le vrai crédit, parce qu'il n'en aura pas sollicité d'inutile et que sa moralité deviendra une garantie suffisante aux yeux des prêteurs honnêtes (1).

M. CASSAN propose que le patron soit seul autorisé à prélever le dixième du salaire pour les sommes avancées aux ouvriers (2).

M. TOURON partage le sentiment de tristesse profonde exprimé par M. Jaurès et pour laisser à l'ouvrier « la liberté d'une partie de ses mouvements, demande de lui conserver le droit de cessibilité vis-à-vis de certains fournisseurs comme le boulanger, par exemple, en prenant, toutefois, des garanties pour que ce droit ne profite pas aux racoleurs (3).

M. HEURTEAU, directeur de la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans est partisan de l'insaisissabilité des salaires, mais il veut que les patrons fassent leur devoir en consentant des avances à leurs ouvriers, là où le personnel est permanent, et que des associations et œuvres de mutualité interviennent en faveur du personnel nomade (4).

M. LADOUSSE, partisan de l'incessibilité et de l'insai-

(1) *Ibid.*, p. 446.

(2) *Ibid.*, p. 447.

(3) *Ibid.*, p. 447.

(4) *Ibid.*, p. 448.

sissabilité, ne croit pas que l'on mette l'ouvrier en état de minorité parce que le nombre des ouvriers susceptibles de subir la saisie-arrêt est très peu élevé (1).

M. DE MONTGOLFIER, lui aussi, est d'avis qu'on ne traite pas l'ouvrier en mineur, mais répète qu'on assure, au contraire, son indépendance en proclamant l'insaisissabilité absolue (2).

Enfin la discussion générale est close avec M. LAMENDIN qui est sceptique sur les résultats de l'insaisissabilité, mais qui la voteraitim médiatement, s'il était sûr qu'elle soit le remède aux abus signalés.

A la suite de cette discussion, le Conseil supérieur du travail vota, le même jour, 16 juin 1900, les vœux suivants :

Il y a lieu de déclarer insaisissables :

1° Les salaires des ouvriers et gens de service ;

2° Les appointements et traitements des employés ou commis et fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 3.000 francs par an, sauf pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 202 et suivants du Code civil.

Il y a lieu de déclarer incessibles : 1° les salaires des ouvriers et gens de service ; 2° les appointements et traitements des employés ou commis et fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 3.000 francs par an.

Le Conseil supérieur du travail, après avoir voté l'in-

(1) *Ibid.*, p. 448.

(2) *Ibid.*, p. 449.

saisissabilité et l'incessibilité absolues des salaires, exprime le vœu que des institutions de solidarité sociale au point de vue du placement, du logement et du chômage, fonctionnent au profit de l'ouvrier (1).

Séance du mercredi 12 juin 1901 (2). — Les travaux du Conseil supérieur, à cette date, ont moins d'importance que ceux qui viennent d'être cités ; car la discussion, à cette séance, a moins porté sur l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires que sur une mesure provisoire à prendre avant même l'adoption de ce principe.

Plusieurs membres du Conseil, en effet, avaient été frappés du grave préjudice éprouvé par l'employé d'une administration quand il est congédié. — Il est à considérer, entre autres, que si le motif de renvoi est légitimé par le tribunal, on peut priver cet employé de la partie de la retraite à laquelle il a droit. Aussi MM. Guérard et Moreau déposèrent-ils un vœu tendant à ce que « l'opposition sur les salaires ne puisse être valablement insérée dans un règlement comme motif de renvoi, et à ce que, lorsque les tribunaux auront à appliquer l'article 1780 du Code civil, la saisie-arrêt ou l'opposition sur les salaires ou appointements d'un ouvrier ou employé ne puisse être retenue comme pouvant en elle-même constituer un motif légitime et suffisant ».

Les débats ne devaient donc pas porter directement

(1) *Ibid.*, p. 524.

(2) Conseil sup. du trav., 1901, p. 141 à 145.

sur l'insaisissabilité et l'incessibilité ; cependant, au cours de la séance, M. de Montgolfier remplaça cette question sur le terrain de la discussion.

Rappelant le vœu voté, à l'unanimité, à la séance du 16 juin 1900, « vœu qu'il considérait, ajoutait-il, comme un des plus importants de la session », il invita le Conseil à profiter de la circonstance pour le renouveler et le rappeler aux pouvoirs publics.

Le vœu voté à cette séance fut donc ainsi libellé :

« Le Conseil supérieur renouvelle le vœu émis l'année dernière sur l'insaisissabilité du salaire des ouvriers et employés, et en attendant que le vœu ait une consécration législative, demande que l'opposition sur les salaires ne puisse être valablement insérée dans un règlement ou invoquée comme motif de renvoi (1). »

C'est donc par deux fois (le fait est important à noter), que le Conseil a voté l'insaisissabilité.

§ 6. — L'insaisissabilité devant le Parlement.

Antérieurement à la loi de 1895, trois projets de lois avaient été déposés qui prévoyaient l'insaisissabilité des salaires. Ces trois propositions sont de 1885 et émanaient de MM. Thellier de Poncheville, Jules Roche et Loustalot.

Aux termes de la première, les salaires seraient déclarés insaisissables, lorsqu'ils sont inférieurs à 3 francs par jour. La seconde propose de prononcer l'insaisissa-

(1) *Ibid.*, p. 175.

bilité et l'incessibilité des salaires jusqu'à 2.400 francs par an et la troisième jusqu'à 60 francs par mois (1).

Ces trois projets de lois ne furent pas pris en considération par la commission, dont les travaux aboutirent au vote de la loi du 12 janvier 1895.

Proposition Plichon. — Postérieurement à la loi de 1895, la question de l'insaisissabilité fut posée devant la Chambre des députés par l'honorable M. Plichon, le 13 janvier 1898.

Dans l'exposé des motifs, l'auteur de la proposition faisait ressortir par des exemples « les proportions réellement scandaleuses » qu'atteignaient les frais mis à la charge du débiteur. Il exprimait l'opinion que toute modification de la loi de 1895 serait insuffisante, notamment celle proposée par M. Basly. Répondant à l'objection de la perte de crédit subie par l'ouvrier, il affirmait que l'ouvrier sérieux ne cessera d'avoir du crédit chez ses fournisseurs, même en temps de maladie ou de chômage.

« Les faits constatés au cours des deux dernières grèves des houillères du Pas-de-Calais, ajoutait-il, sont là pour l'attester d'une façon péremptoire. »

Après un rapide examen des législations étrangères, l'honorable M. Plichon proposait de déclarer insaisissables et incessibles :

(1) *Journal officiel*, 19 nov. 1902 (Sénat, séance 18 nov. 1902), p. 1434.

1° Les salaires des ouvriers et gens de service, à quel-que chiffre qu'ils s'élèvent ;

2° Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires, jusqu'à concurrence de 2.000 francs.

Cette proposition, ainsi que celles de MM. Basly et Barrot, fut renvoyée devant la commission du travail, présidée par l'honorable M. Bovier-Lapierre.

Mais la commission ne s'y arrêta pas : « Elle a cru, disait le rapporteur, M. Rose, que déclarer le salaire incessible et insaisissable, c'était porter atteinte à la dignité de l'ouvrier, et aussi à son crédit. »

Proposition de la commission sénatoriale (1). — La question de l'insaisissabilité devait cependant reparaitre devant le Parlement. Cette fois ce ne fut pas devant la Chambre, mais devant le Sénat.

Dans son rapport du 19 novembre 1901, fait au nom de la commission sénatoriale, chargée d'examiner la proposition de loi adoptée, le 1^{er} avril 1898, par la Chambre des députés, l'honorable M. Chovet concluait à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires et petits traitements.

Ce rapport est un document très important que nous avons déjà eu l'occasion de citer à maintes reprises au cours de cette étude.

Il s'appuie, en grande partie, sur le rapport de M. Fontaine. Du reste, c'est à la demande même de la

1) Sénat, 1901, 411.

commission sénatoriale, que l'enquête du Ministère du Commerce avait été décidée.

Dans le premier chapitre, le rapporteur rappelle l'origine de la question et les propositions et projets de lois de 1889 à 1891 qui ont amené le vote de la loi du 12 janvier 1895 ; puis il étudie la nouvelle proposition adoptée par la Chambre des députés le 1^{er} avril 1898.

Dans le second chapitre, il est question de l'enquête demandée par la commission sénatoriale, de son origine et de son étendue. Enfin l'auteur du rapport résume les résultats généraux de l'enquête, en citant des exemples à l'appui. C'est alors qu'après avoir énuméré les griefs que l'on a contre le régime actuel, M. Chovet fait ressortir les avantages de l'insaisissabilité absolue (1).

Le rapport se termine par un examen sommaire des législations étrangères, relatives à l'insaisissabilité d'une part, et à l'incessibilité des salaires d'autre part.

A ce rapport, sont annexés les textes de la loi de 1895, de la proposition votée par la Chambre en 1898, ainsi que des diverses propositions déposées sur le bureau de la Chambre.

La question de l'insaisissabilité fut posée devant le Sénat, à la séance du 18 novembre 1902, par M. Chovet qui soutint devant la Haute Assemblée les conclusions de son rapport.

Au nom de la commission, il déposa un projet de loi ainsi libellé :

(1) *Ibid.*, p. 14.

ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et gens de service, à quelque chiffre qu'ils s'élèvent, sont incessibles et insaisissables.

Les appointements ou traitements des employés ou commis, et des fonctionnaires sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 2.000 francs par an.

ART. 2. — Exception est faite à l'article précédent, en ce qui concerne le payement des sommes dues à l'Etat ou au fisc, à quelque titre que ce soit, et le payement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil.

ART. 3. — Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons, entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, à l'exception toutefois :

- 1^o Des outils et instruments nécessaires au travail ;
- 2^o Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;
- 3^o Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

ART. 4. — Tout patron qui fait une avance en espèces, en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 3 qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives, ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements dus par lui.

Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances.

ART. 5. — Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies (1).

A cette séance du 18 novembre 1902, l'honorable M. Chovet prononça un plaidoyer très documenté et très éloquent en faveur de l'insaisissabilité.

Au début, le rapporteur rappelle les trois arguments des partisans de l'insaisissabilité, à savoir, en premier lieu :

La nécessité de laisser aux ouvriers, gens de service, employés, leur salaire qui constitue l'élément indispensable à leur existence ; en second lieu, l'énormité des frais de procédure, et en dernier lieu l'exemple des législations étrangères.

Passant ensuite à la loi de 1895, M. Chovet en trace les origines et en montre les imperfections. Puis il examine les objections faites par les adversaires de l'insaisissabilité.

« Vous portez atteinte à la dignité de l'ouvrier, dit-on. » — « Mais, répond le rapporteur, vous vous placez sous l'égide de la loi de 1895 qui a porté elle-même atteinte à cette prétendue dignité de l'ouvrier jusqu'à concurrence des neuf dixièmes. — Or que faisons-nous, sinon autre chose que de donner une extension à la loi de 1895. »

(1) *Ibid.*, p. 87.

Il montre aussi combien il est inexact de prétendre que l'insaisissabilité porte atteinte au crédit de l'ouvrier, l'incite à ne pas payer ses dettes, fait obstacle à l'exercice du droit de grève, nuit au petit commerce.

Reprenant alors les conclusions de l'enquête, il en cite les passages les plus frappants.

Enfin dans une péroraison très éloquente, M. Chovet adjure le Sénat de voter le projet de la commission : « Il s'agit ici, dit-il, d'une loi de justice et de bonté, et je crois que le Sénat, fidèle à ses traditions, voudra encore prendre l'initiative d'une mesure de ce genre. — A quoi nous servirait-il d'être vieux, si ce n'était pas pour être bons, excellemment bons, comme on doit l'être au Sénat ?

« Nous devons être justes ; n'oublions pas que la bonté, et même l'extrême bonté est encore une des qualités maîtresses de la justice (1). »

C'était au nom de la majorité de la commission que M. Chovet avait pris la parole à la séance du 18 novembre 1902.

Dans les séances des 20 et 25 novembre de la même année, M. Savary lui répondit au nom de la minorité de cette même commission et demanda au Sénat de rejeter le projet de la commission et de se rallier à la proposition votée par la Chambre des députés le 1^{er} avril 1898.

Ce fut M. Savary qui eut gain de cause, et, à la fin de

(1) *J. off.*, 19 novembre 1902, p. 1133 à 1148

la séance du 25 novembre 1902, le Sénat, par 207 voix contre 68, prononça le renvoi du projet de loi à la commission avec la signification que M. Théodore Girard donnait à ce renvoi, à savoir, qu'il maintenait le principe de la saisie-arrêt et de la cession (1).

C'en était fait de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des salaires.

Depuis, le Sénat, dans les séances des 3 novembre 1905 et 22 novembre 1906, adopta, avec modifications, le projet de loi précédemment voté par la Chambre et le retourna à cette assemblée (2).

La question en est restée là, et c'est maintenant à la Chambre qu'il appartient de décider.

§ 7. — Que penser de l'insaisissabilité ?

Au cours de cette étude, nous avons été amené, en analysant : le rapport de M. Fontaine, les discussions du Conseil supérieur du travail, et enfin le rapport de M. Chovet, à exposer les principaux arguments des partisans de l'insaisissabilité des salaires et petits traitements.

Ces arguments ont cependant été loin de convaincre tout le monde, et on a continué à faire des objections qui ont empêché ce principe de triompher devant le Sénat.

Les partisans de la saisie-arrêt ont trouvé en M. Sa-

(1) *J. off.*, 26 nov. 1902, p. 1170.

(2) *J. off.*, 4 nov. 1905 et 23 nov. 1906.

vary un défenseur assez habile pour décider le Sénat à voter le maintien du principe de la loi de 1895, contrairement aux conclusions de l'enquête provoquée par lui, et contrairement aussi aux conclusions de sa commission (1).

Il est donc impossible de prendre parti dans la question, sans examiner, au préalable, et avec soin, l'argumentation de M. Savary qui est, pour ainsi dire, le dernier mot prononcé sur la question qui nous occupe.

Dans son discours du 20 novembre 1902, le sénateur du Tarn, après avoir rappelé brièvement les avantages de la loi de 1895, cite le passage des conclusions du rapport de M. Rose (21 mars 1898), au nom de la commission de la Chambre des députés, où il exprime la crainte de porter atteinte à la dignité de l'ouvrier et au libre exercice du droit de grève.

Ici une considération s'impose. Il a été fait justice de ces reproches, tant par les rédacteurs de l'enquête de 1899 que par les membres du Conseil supérieur du travail. Il suffit de se reporter aux discussions de la séance du 16 avril 1900, et notamment aux discours de MM. Jay et de Montgolfier pour s'en convaincre.

M. Savary semble cependant l'oublier. Des discussions du Conseil supérieur du travail il ne rappelle que le discours de M. Jaurès, « déclarant se résigner, avec tristesse, à l'insaisissabilité et à l'incessibilité, parce qu'il

(1) Sénat, 1905, n° 463, p. 4 à 17 et *Journal officiel*, 21 nov. 1902, p. 4151 à 4156.

lui est très pénible de frapper toute une classe de salariés d'une sorte d'incapacité ».

L'argument ne paraît pas bien choisi, et semble se retourner contre le défenseur de la loi de 1895.

M. Jaurès n'éprouve pas un grand enthousiasme pour l'insaisissabilité, soit ; mais il a voté le vœu du Conseil supérieur du travail, et sa voix a d'autant plus de poids qu'il était au début opposé à la proclamation de l'insaisissabilité. C'est là ce qu'il faut retenir. Il en connaît les inconvénients, mais les avantages lui en paraissent tels qu'il s'y rallie, quoique sans enthousiasme.

M. Savary signale ensuite à l'attention du Sénat la protestation des syndicats de l'alimentation. Ces protestations, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, n'ont pas la portée qu'on serait tenté de leur attribuer.

En effet, ainsi que le déclarait M. le Ministre du Commerce, l'enquête a signalé que ce n'est ni le boucher, ni le boulanger qui saisissent le plus, et qu'ils n'apparaissent dans les distributions, qu'à la suite de saisies opérées par d'autres. Les orateurs qui ont pris part aux discussions du Conseil supérieur du travail, sont également très affirmatifs en ce sens.

Etudiant l'enquête de 1899, M. Savary réfute de la manière suivante les principaux arguments qu'elle fournit en faveur de l'insaisissabilité.

a) *Les frais sont exagérés.* — « Il dépend de nous, s'écrie-t-il, de diminuer ces frais autant qu'il nous plaira. » Ceci est exact ; cependant, il semble bien

qu'on ne puisse réduire ces frais à l'infini, et qu'il y ait une limite qu'il sera impossible de franchir.

Mais, en admettant même que la réduction soit considérable, il n'en est pas moins vrai que les frais grèveront encore lourdement la classe ouvrière ; car, si le créancier ne court aucun risque et n'a aucune avance à faire, il saisira, pour des sommes insignifiantes ; et la saisie deviendra de plus en plus un mode habituel de recouvrement des créances (1).

b) *Le nombre des saisies ou oppositions a augmenté depuis la loi de 1895, parce que cette loi a diminué les frais à exposer.* — « Nous ne pouvons pas cependant, déclare l'orateur, voter une loi qui diminuerait les frais, pour alléger le débiteur, et qui les augmenterait pour effrayer le créancier. »

Mais, n'est-ce pas là un des meilleurs arguments des partisans de l'insaisissabilité ?

Il n'y a qu'une manière de sortir de cette situation, c'est d'adopter ce principe.

Puis, pour justifier les saisies effectuées sur des sommes minimales, l'orateur raisonne de la manière suivante : « Il ne faut pas juger sur des cas isolés, dit-il, il faut examiner un ensemble.

Un fournisseur a cent débiteurs de sommes inférieures à dix francs, faut-il qu'il abandonne ces mille francs au lieu d'essayer, par une saisie-arrêt, de se faire payer ? ».

(1) *Ibid.*, p. 1153.

Ce raisonnement est impressionnant, mais est-il permis d'envisager la question de cette manière seulement?

Que ce fournisseur ait beaucoup de débiteurs, cela n'empêche pas qu'il exerce des saisies pour des sommes insignifiantes. Si cent ouvriers lui doivent chacun 3 francs, ce n'est pas une saisie-arrêt pour une somme de 300 francs qu'il aura en vue ; mais ce seront 100 saisies-arrêts, frappant chacune un ouvrier pour une somme dérisoire, et créant à ce dernier des frais hors de proportion avec sa dette.

L'argument combattu n'a donc rien perdu de sa valeur. Si l'on veut totaliser, il conviendrait de totaliser, non seulement le montant des créances, mais encore les frais supportés par les débiteurs pour en montrer l'exagération.

L'enquête à ce sujet est significative ; on y trouve souvent des frais qui s'élèvent à 100 0/0 du principal de la dette, et on signale même des cas où ils ont atteint les chiffres fabuleux de 1.000 et 2.500 0/0 (1).

c) *La retenue a une trop longue durée.* — « Elle est trop longue pour tout le monde, dit M. Savary ; pour le fournisseur qui pendant des années court après ce qui lui est dû ! (2) » Sans doute ! Mais est-ce bien là un argument en faveur de la loi de 1895, et n'y a-t-il pas lieu de s'étonner de le trouver dans la bouche d'un des partisans de cette loi ? Si la retenue a une trop longue durée

(1) *Ibid.*, p. 1154.

(2) *Ibid.*, p. 1153.

pour le créancier, il faut renoncer à l'insaisissabilité des 9/10 des salaires, proclamée par la loi de 1895, et permettre la saisie de tout le salaire ; ou bien, si la retenue a une trop longue durée pour l'ouvrier, il faut déclarer l'insaisissabilité absolue. Ce sont là les deux seules solutions. Le *statu quo* n'en est pas une.

d) *La saisie est inefficace par suite du départ de l'ouvrier.* — « Les fournisseurs, dit l'orateur, me semblent tenir à conserver leur saisie avec ses risques. Pas un dans l'enquête n'est venu déclarer le contraire. »

Cela n'est pas une réfutation ; et le fait, non contesté, n'en a pas moins sa signification. Si aucun créancier n'a déclaré renoncer, en principe, à son droit de saisie, combien en est-il qui, comme celui dont parle un entrepreneur d'Épinal : « fatigués, et voyant qu'ils ne retirent rien pour eux, abandonnent leur créance » (1) !

e) *La saisie a pour effet de faire renvoyer l'ouvrier contre qui elle est faite.* — « M. Savary reconnaît que la saisie-arrêt est une source d'ennuis pour le patron ; qu'elle a, en particulier, l'inconvénient de l'obliger à conserver indéfiniment les sommes saisies. Mais, justement, ajoute-t-il, la proposition de la Chambre supprime cet inconvénient dans une large mesure, puisque, à l'avenir, ces sommes seraient déposées tous les trois mois au greffe de la justice de paix » (2). Cela est exact, mais est-ce toujours à cause de ces ennuis que les patrons renvoient leurs ouvriers ?

(1) *Ibid.*, p. 4453.

(2) *Ibid.*, p. 4453.

Dans l'enquête, les patrons signalent que la saisie-arrêt crée souvent une présomption défavorable sur l'ouvrier. Ils dénoncent aussi l'instabilité de leur personnel et les difficultés entre patrons et ouvriers qui résultent de l'application de la loi de 1895.

Tout cela, le projet de loi voté par la Chambre ne le modifiera en rien.

f) *La saisie-arrêt a des conséquences déplorables au point de vue matériel et moral.* — « On rend la saisie-arrêt responsable de méfaits dont les causes sont absolument en dehors d'elle, et indépendantes d'elle, dit M. Savary. »

Il reprend le cas du créancier d'un père de famille débauché qui saisit le salaire de son enfant mineur, et du créancier d'un mari paresseux et ivrogne qui saisit le salaire de sa femme. « Supprimez, pour un moment, la saisie-arrêt, dit l'orateur ; le père touchera lui-même le salaire de son fils et le mari celui de sa femme » (1).

Qu'est-ce qui permet de supposer cela ? N'est-il pas plus logique d'admettre que, si la saisie-arrêt n'existait plus, les retenues qui en sont la conséquence ne seraient plus supportées par le fils et par la femme.

Puisque l'honorable M. Savary fait des hypothèses, pourquoi ne pas admettre que ce père, ce mari, malgré leurs vices, ne soient pas encore tombés assez bas pour priver de leur pain, l'un son fils, l'autre sa femme et

(1) *Ibid.*, p. 4453.

que la saisie-arrêt qui est opérée sur leurs salaires ne soit pratiquée contre leur gré. Faut-il aller plus loin ? Le fils, la femme travailleront-ils, si le père ou le mari touche et dissipe la totalité de leur salaire ?

g) *Des abus sont commis par les huissiers et les hommes d'affaires.* — « Le ministère des huissiers est radicalement supprimé par la proposition que je défends, dit M. Savary. Quant aux hommes d'affaires équivoques, la loi n'en peut pas débarrasser entièrement les intéressés, pas plus qu'elle ne peut débarrasser les pensionnaires insaisissables des prêteurs véreux qui les rançonnent (1). »

Il y aurait peut-être encore des abus de la part des hommes d'affaires, après la proclamation de l'insaisissabilité, cela n'est pas impossible ; mais, ce qui est certain, c'est que ceux signalés par l'enquête disparaîtraient, et ce serait là un résultat appréciable.

Les saisies-arrêts, disent beaucoup de patrons, sont pratiquées généralement par l'intermédiaire d'hommes d'affaires dont l'intérêt est de pousser aux frais. Cet état de choses ne subsisterait pas avec l'insaisissabilité.

h) *La saisie-arrêt n'est pas moralisatrice.* — « Je trouve pour ma part, dit l'orateur, très moralisateur de laisser subsister la menace de la saisie-arrêt pour rappeler au débiteur oublieux qu'il doit s'efforcer de payer ses dettes (2). »

(1) *Ibid.*, p. 1154.

(2) *Ibid.*, p. 1154.

Est-ce bien là l'effet produit par la saisie-arrêt ? Le débiteur oublieux, s'il est de mauvaise foi, peut rendre son salaire insaisissable ; il n'a qu'à quitter l'atelier, à devenir un nomade, un rouleur. La saisie-arrêt ne frappe donc, la plupart du temps, que l'ouvrier intéressant.

i) *La loi de 1895 n'a pas amélioré la situation, elle l'a plutôt aggravée.* — « Ce ne sont pas les créanciers qui attaquent la loi de 1895, ni la proposition votée par la Chambre des députés ; et je n'imagine pas, dit M. Savary, que ce soit pour les créanciers que l'insaisissabilité est demandée (1). »

Le fait n'est pas nié ! c'est le principal. Que l'insaisissabilité n'améliore pas la situation des créanciers, cela se peut !

Mais la proposition votée par la Chambre ne la modifiera pas non plus. Est-il tellement paradoxal de prétendre que l'insaisissabilité ne serait pas sans procurer certains avantages auxdits créanciers.

Rendus plus prudents par le risque à courir, ils ne prêteront qu'à bon escient et éprouveront moins de déboires.

k) *La saisie-arrêt n'est que trop souvent employée par des professionnels du crédit qui en abusent.* — « Je ne disconviens pas que certains de ces professionnels soient fort peu intéressants », déclare l'orateur. Il fait allusion dans ce passage aux voyageurs qui obtien-

(1) *Ibid.*, p. 4154.

nent de la femme, par surprise, une cession sur le salaire de son mari et conclut : « que ce fait ne pourrait plus se produire à l'avenir, grâce à l'obligation imposée au cédant, par une contre-proposition, celle de faire la cession en personne devant le greffier de la justice de paix ».

Cette procédure fera, sans doute, cesser beaucoup d'abus, mais ne les empêchera pas tous. Le magasin de vente à crédit s'adresse souvent à la femme de l'ouvrier, mais il opère encore plus souvent auprès de l'ouvrier lui-même et n'use pas toujours de la cession.

L'orateur prend ensuite certains chiffres de l'enquête, et montre que les boulangers, bouchers, épiciers, saisissent dans des proportions de 32 à 45 0/0. Il convient de remarquer tout d'abord que l'épicier débite la plupart du temps des alcools, liqueurs et boissons.

Quant aux bouchers et boulangers, si l'on additionne les chiffres portés au tableau auquel fait allusion M. Savary, on trouve 484 saisies de bouchers et boulangers pour 2.956, ce qui fait une moyenne de 16, 3 0/0.

De plus beaucoup de réponses, sans donner de chiffres, fournissent leur appréciation.

C'est ainsi que le secrétaire d'un des plus importants groupements ouvriers de Paris écrit : « Il n'est pas à notre connaissance que les boulangers, bouchers, épiciers, fruitiers, etc., tous commerçants d'objets de première nécessité, se soient servis de cette loi (1). »

(1) Fontaine, *op. cit.*, p. 31.

M. Savary reprend ensuite la protestation du Syndicat général de la boulangerie, dont il a déjà été question ; et, après une étude rapide des législations étrangères, termine en alléguant que l'insaisissabilité ferait, des ouvriers des incapables, et nuirait à la valeur morale du pays lui-même.

Tel est le document le plus important des adversaires de l'insaisissabilité. Peut-on dire, après l'examen du discours de M. Savary, qu'il ne reste plus rien des conclusions de l'enquête adressée au Ministre du Commerce ? Nous ne le pensons pas.

Nous estimons, au contraire, que les reproches adressés à la loi de 1895, subsistent, et que, ni le projet voté par la Chambre des députés, ni celui voté par le Sénat ne sont de nature à faire disparaître les abus signalés.

Il n'y a vraiment que deux solutions : le retour à l'ancien état de choses ; personne n'ose le proposer ; ou l'adoption du principe de l'insaisissabilité absolue qui est demandée par la majorité des réponses fournies à l'enquête et par le Conseil supérieur du travail, et qui a été proposée, en 1902, par la commission sénatoriale.

De plus, il nous semble qu'il a été répondu victorieusement, tant par le rédacteur de l'enquête que par les membres du Conseil supérieur du travail, aux objections faites à l'adoption de ce principe.

En effet, les deux principaux griefs faits à l'insaisissabilité absolue sont : la diminution du crédit de l'ou-

vrier, et l'atteinte portée à la dignité et à l'indépendance de l'ouvrier.

En ce qui concerne le crédit, le bon subsistera. Tous les gens compétents l'affirment. Quant à l'atteinte portée à la dignité et à l'indépendance de l'ouvrier, elle n'existe pas.

C'est l'indépendance de l'ouvrier que l'on assure, en lui laissant la libre disposition de son salaire et en l'affranchissant des retenues qui peuvent le grever. La dignité de l'ouvrier ? pourquoi donc ne subsisterait-elle pas, au même titre que celle des pensionnés militaires et civils, dont les ressources sont déclarées insaisissables ?

Au demeurant, il est permis de sourire en entendant soutenir ces arguments par les défenseurs de la loi de 1895. On peut déclarer insaisissables les neuf dixièmes du salaire, sans porter atteinte à l'indépendance, ni à la dignité de l'ouvrier ; mais, si l'on touche à ce dernier dixième, tout est perdu ! La distinction est très subtile !

Ce qui est à retenir, c'est que les représentants les plus autorisés de la classe ouvrière ont fait taire leurs scrupules à cet égard, et ont voté le principe de l'insaisissabilité absolue.

Les déclarations de MM. Jaurès et Dalle devant le Conseil supérieur du travail et les réponses des secrétaires des groupements ouvriers, à l'enquête de 1899, sont assez significatives.

On risquerait donc d'être « plus royaliste que le roi » en insistant davantage.

CHAPITRE III

L'INCESSIBILITÉ DES SALAIRES.

L'incessibilité est-elle le corollaire nécessaire de l'insaisissabilité des salaires ? Les partisans de ce dernier principe, qui ont répondu à l'enquête l'ont pensé, et il semble difficile d'adopter l'insaisissabilité absolue sans déclarer en même temps les salaires incessibles.

Au Conseil supérieur du travail, M. de Montgolfier, questionné à ce sujet par M. Jaurès, répondait : « Je m'oppose également à la cessibilité », et M. Jay, qui lui succédait à la tribune ajoutait : « Si vous voulez faire œuvre complète, il est impossible de laisser de côté la question de la cessibilité. »

Le Conseil, consulté en 1900 et en 1901, se prononça, à deux reprises, en faveur de l'incessibilité absolue des salaires (1).

C'est qu'en effet, si l'on permet à l'ouvrier de céder une partie de son salaire, les abus signalés dans l'enquête seront encore à déplorer, et l'ouvrier continuera, comme par le passé, à être la proie des magasins de vente à crédit et des marchands de vin.

Cependant la question de l'incessibilité n'est pas liée, d'une manière formelle à celle de l'insaisissabilité abso-

(1) Cons. sup. du trav., 1900, p. 422 et 429, et *Id.*, 1901, p. 175.

lue des salaires, et on pourrait admettre qu'une solution différente intervînt sur les deux principes.

Mais dans ce cas, il serait à désirer que l'on prît des mesures pour que la cession ne pût être faite que dans des conditions loyales.

Le projet voté par la Chambre des députés, le 1^{er} avril 1898, contient à ce sujet un article 2 qui a été reproduit par la proposition votée le 22 novembre 1906 par le Sénat.

Ce texte stipule que la cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne, devant le greffier de la justice de paix de son domicile.

Il conviendrait d'ajouter à ce texte, ainsi que le demande M. Jay, qu'on ne pourra céder le salaire pour une période indéfinie, mais au plus pour six mois.

Sur cette matière, les législations étrangères sont assez diverses.

L'Angleterre et l'Allemagne admettent l'insaisissabilité complète des salaires. L'Espagne n'a pas de texte pour régir la cessibilité, quoique l'insaisissabilité absolue y soit admise.

La Russie et l'Autriche n'ont pas non plus de législation relative à cette matière.

Quant à la Belgique, elle admet la cessibilité des $\frac{2}{3}$ des salaires, et la Hongrie permet la cession de la fraction des salaires dépassant le chiffre annuel de 600 florins (2).

(1) Cons. sup. du trav., 1900, p. 422 et 429.

(2) Chovet, *op. cit.*, p. 80-81.

CONCLUSIONS

En résumé, il semble résulter de l'étude des documents relatifs à l'application de la loi du 12 janvier 1895, que les partisans comme les détracteurs du principe de cette loi sont d'accord pour reconnaître qu'elle a eu des conséquences déplorables, et qu'elle a donné naissance à des abus considérables.

Ils ne diffèrent d'avis que sur les remèdes à apporter à la situation.

Les uns croient qu'une modification de détails suffira, et les autres estiment qu'une solution radicale est nécessaire.

Qu'il nous soit permis d'exprimer l'opinion que, le principe même de la loi de 1895 étant reconnu mauvais par la presque unanimité de ceux qui ont été à même d'en apprécier les conséquences, il n'y a pas de solutions pratiques en dehors de celles qui attaqueront directement ce principe.

Cela nous paraît logique. Saisissabilité absolue ou insaisissabilité complète, ce sont là les seuls remèdes.

Il faut avoir le courage de faire un pas en arrière ou un en avant. A notre humble avis, cependant, le progrès est préférable au recul.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 263.
Ibid., 1874, p. 242 (note de M. Léon Lyon-Caen, avocat à Paris).
Ibid., 1874, p. 253.
Ibid., 1878, p. 581 (note de M. Robiquet, avocat à Paris).
Ibid., 1888, p. 611 (note de M. Brants, professeur à l'Université catholique de Louvain).
Ibid., 1890, p. 625 (note de M. Thaller, professeur à la Faculté de droit de Paris).
Ibid., 1896, p. 485 (note de M. Daguin, avocat à Paris).
Ibid., 1896, p. 688 (note de M. le comte Kapnist, conseiller d'Etat de l'Empire de Russie).
Basly. — Proposition de loi. Chambre des députés, n° 2840 (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 novembre 1897).
Bioche. — *Dictionnaire de procédure civile*, V^e Saisie.
Boulet et Dubouloz. — *Code de la saisie-arrest*.
Bulletin de la Société de législation. — 1874.
Chauveau. — *Les lois de la procédure*. Supplément.
Chovet. — Rapport au nom de la commission sénatoriale, Sénat, 1901, n° 411.
Collection des principaux codes étrangers, p. 255 (publiée par le Comité de législation étrangère du Ministère de la justice).
Conseil supérieur du travail. — Compte rendu des séances, 9^e session (1900).
— Compte rendu des séances, 10^e session (1901).
Dalloz. — *Répertoire de jurisprudence*, V^{es} Saisie-arrest, Traitements, Pension, Douanes, Cultes, Organisation militaire, Organisation maritime.
— *Supplément*, V^e Saisie-arrest, Contrainte par corps.
— *Périodiques*, années, 1853, 1854, 1860, 1879, 1892, 1895.
Dodo. — *Théorie et pratique de la saisie-arrest*.
Fontaine. — *Saisie-arrest sur les salaires*.
Journal officiel, n°s des 19 janvier 1902, 21 novembre 1902, 26 novembre 1902, 4 novembre 1903, 23 novembre 1906.

- Odilon-Barrot.** — Proposition de loi. Chambre des députés, n° 2888 (Annexe au procès-verbal de la séance du 10 décembre 1897).
- Planiol.** — *Traité de droit civil*, t. II.
- Plichon.** — Proposition de loi. Chambre des députés, n° 2949 (annexe au procès-verbal de la séance du 13 janvier 1898).
- Raynaud, Puech et Lauraine.** — Proposition de loi. Chambre des députés, n° 506 (Annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1906).
- Raynaud.** — Rapport au nom de la commission de la *Réforme judiciaire*. Chambre des députés, 1907, n° 687 (Annexe au procès-verbal, 24 janvier 1907).
- Rose.** — Rapport au nom de la commission du travail, 1898, n° 3131 (Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 mars 1898).
- Rousseau et Laisney.** — *Dictionnaire de procédure*.
- Savary.** — Rapport supplémentaire, Sénat, 1905, n° 163 (Annexe au procès-verbal de la séance du 9 juin 1905).
— Annexe au rapport, Sénat 1905, n° 163 (Annexe).
- Sirof.** — Proposition de loi. Chambre des députés 1900, n° 1558 (Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mars 1900).

Vu :

Le Président de la Thèse,

RAOUL JAY

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
CHAPITRE I. — La loi du 12 janvier 1895	1
§ 1. — Régime antérieur à la loi de 1895	1
§ 2. — Loi du 12 janvier 1895	6
CHAPITRE II. — Application de la loi de 1895.	16
§ 1. — Les documents.	16
§ 2. — Les conséquences de la loi de 1895	18
1. Exagération des frais	20
2. Augmentation du nombre des saisies.	26
3. Durée des retenues	28
4. Inefficacité de la saisie (départ de l'ouvrier). . . .	30
5. Renvoi par le patron de l'ouvrier saisi	32
6. Conséquences matérielles et morales de la saisie. .	35
7. Abus commis par les huissiers et les agents d'affaires.	39
8. La saisie n'a pas de caractère moralisateur	40
9. Situation du créancier.	41
10. Le marchand de vins et le magasin de vente à crédit	43
§ 3. — Avantages de la loi de 1895	52

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME DE LA LOI DE 1895.	57
CHAPITRE PREMIER. — Réformes partielles laissant subsister le principe de la saisissabilité.	59
§ 1. — Variété des solutions proposées	59
§ 2. — Propositions de lois, déposées au Sénat et à la Chambre	64

CHAPITRE II. — L'insaisissabilité absolue des salaires .	79
§ 1. — L'insaisissabilité n'est pas contraire aux principes généraux de notre droit en matière de saisie	80
1 ^o Dispositions législatives	81
a) Salaires des marins	81
b) Traitements des ecclésiastiques	82
c) Pensions militaires	83
d) Pensions civiles	84
e) Allocations de la Légion d'honneur	84
f) Traitements des préposés de la Régie	84
g) Autres traitement insaisissables	84
2 ^o Jurisprudence antérieure à 1895	88
3 ^o Doctrine	93
§ 2. — Législations étrangères	94
§ 3. — Applications en France du principe de l'insaisissabilité absolue des salaires	102
§ 4. — L'enquête de 1899.	103
§ 5. — Discussions et vœux du Conseil supérieur du travail	108
Séance du 16 juin 1900	109
Séance du 12 juin 1901	120
§ 6. — L'insaisissabilité devant le Parlement	122
Proposition Plichon	122
Proposition Chovet	123
§ 7. — Que penser de l'insaisissabilité ?	129
CHAPITRE III. — L'incessibilité des salaires.	141
CONCLUSIONS	143
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	145

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
